

Chaire UNESCO Défis partagés du développement :
Savoir, comprendre, agir

Bilan d'étape

2021



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
« Défis partagés du développement :
savoir, comprendre, agir »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - IEDES



Université des Sciences
Juridiques et Politiques
de Bamako



Résumé

Les communautés scientifiques dans leur diversité sont plus que jamais interpellées par les États et les sociétés afin de les accompagner à répondre de manière autonome aux problématiques contemporaines liées aux **objectifs du Développement durable (ODD)**. Ces objectifs, bien que différenciés, sont désormais considérés comme universels remettant ainsi en cause les anciennes partitions du monde. Les défis ne se limitent pas à une aire géographique et seule une co-construction des savoirs et des connaissances sur leur mise en œuvre et suivi, fondée sur le partage d'expériences et de connaissances, peut permettre d'y répondre de manière pertinente.

Face à ces défis partagés, l'objectif central de la Chaire est de promouvoir un espace collaboratif scientifique interuniversitaire, essentiellement francophone, mettant en réseau des institutions de formation et de recherche sur les questions de développement et produisant des savoirs innovants sur le développement durable des sociétés mais aussi sur le secteur qui s'y consacre. Constituée initialement autour de six établissements universitaires fondateurs, elle a mené une stratégie d'ouverture raisonnée à **deux nouveaux membres** sur la base d'une pratique ouverte de la francophonie et de l'excellence des institutions académiques impliquées.

La création de cette Chaire placée sous la responsabilité de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, représentée par Anne Le Naëlou, maître de conférences en sociologie, prend appui sur l'expérience de l'Institut d'études du développement de la Sorbonne reconnu depuis plus de 60 ans sur la mention Études du développement et ses quatre missions statutaires :

- la formation initiale et continue aux diplômes nationaux de Master et de doctorats sur le développement ;
- la recherche pluridisciplinaire sur le développement économique, social et culturel ;
- la diffusion des résultats de la recherche au moyen d'une politique de publication ;
- les activités partenariales de coopération internationale dans le cadre public ou privé.

La Chaire anime, avec une ambition internationale, des collaborations scientifiques et pédagogiques variées. L'Institut et les cinq, puis depuis 2020 les sept partenaires internationaux de la Chaire, ont en commun une pratique riche des recherches pluridisciplinaires sur le développement, et poursuivent une ambition de mutualisation et de démultiplication à échelle internationale de leurs compétences scientifiques, expertise et savoir-faire. La Chaire privilégie la co-construction d'études et le partage de savoirs pluridisciplinaires entre pôles académiques d'excellence, composés d'institutions et d'acteurs professionnels du développement.

Les activités de la Chaire se déploient sur 4 pôles : Recherche, Formation, Édition, Valorisation numérique.

Ses activités ont été réalisées grâce au soutien financier sous forme de contribution/d'appui en logistique et mobilité de ses membres, du Ministère des affaires étrangères français, de l'Agence Française du développement, de l'Institut de Recherche pour le Développement, de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne au titre de sa politique scientifique et dernièrement par la Chaire canadienne de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone.

Sur la base de son expérience de 4 ans, la Chaire engage désormais une nouvelle programmation 2022-25 en portant une attention toute particulière à la constitution et l'animation de réseaux collaboratifs d'appui à la recherche pour les doctorants, les enseignants, et enseignants chercheurs engagés sur les thématiques des ODD; le soutien de la production d'une recherche au Sud et sur le Sud différente de la littérature grise des experts ; la capitalisation et valorisation de visions et perspectives analytiques variées en appuyant résolument la recherche junior considérée comme une ressource cruciale pour les défis futurs d'un monde en transition. Cette intelligence collective entend être utile à la recherche de solutions durables aux problèmes actuels de développement, participer à une meilleure visibilité internationale des approches francophones en sciences humaines et sociales, transcender les clivages classiques Nord-Sud et apporter ainsi une contribution originale aux **stratégies énoncées par l'UNESCO** : Afrique et jeunesse.

La Chaire constitue ainsi un support de valorisation exigeant et porteur d'une transformation de la manière de produire et faire connaître la recherche ; cette démarche ayant pour objectif de créer lors d'une première étape de quatre ans avec désormais neuf partenaires académiques, un réseau UNITWIN.

SOMMAIRE

1. BILAN ANALYTIQUE ET PERSPECTIVES	6
1.1 BILAN ANALYTIQUE	6
1.2 PERSPECTIVES	9
2. DONNEES INSTITUTIONNELLES	11
2.1 CADRE LEGAL 2017-2021 ET RENOUVELLEMENT 2022-25	11
2.2 GOUVERNANCE A DEUX ECHELLES INTERNATIONALE ET NATIONALE	11
2.2.1 LE COMITE INTERNATIONAL DE PILOTAGE	11
2.2.2 LES COMITES NATIONAUX DE COORDINATION OPERATIONNELLE	13
2.2.3 LE COMITE DE COORDINATION OPERATIONNELLE FRANCE	13
2.2.4 LE COMITE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL	14
2.3 NOUVEAUX MEMBRES DE LA CHAIRE	15
2.4 PARTENAIRES INSTITUTIONNELS FONDATEURS	15
3. OBJECTIF & ACTIVITES REALISEES 2017-2021	17
3.1 UNE AMBITION ET UN CONSTAT DE DEPART	17
3.2 LES RESULTATS VISES SE STRUCTURAIENT EN 4 POLES	17
3.3 CALENDRIER DES ACTIVITES REALISEES	18
4. BILAN DETAILLE 2017-2021 SUR LES POLES FORMATION ; RECHERCHE & PUBLICATIONS ; NUMERIQUE	21
4.1 FORMATION	21
4.1.1 PRIX DU MASTER : 2017, 2018, 2019, 2020	21
4.1.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PERSONNELS ACADEMIQUES ADMINISTRATIFS ENCADRANTS	23
4.2 RECHERCHE ET PUBLICATION	23
4.2.1 COLLOQUE INTERNATIONAL 2017	23
4.2.2 JOURNEE D'ETUDE INTERNATIONALE 2018	24
4.2.3 ATELIER DOCTORAL INTERNATIONAL 2019	25
4.2.4 JOURNEE D'ETUDE INTERNATIONALE 2019	25
4.2.5 JOURNEE D'ETUDE INTERNATIONALE 2020 ET ATELIERS DOCTORAUX	26
4.2.6 BOURSES JEUNES CHERCHEURS : 2017, 2018, 2019, 2020	26
4.2.7 PRIX SUD DE LA RECHERCHE INNOVANTE 2019	29
4.3 NUMERIQUE	30
4.3.1 AU SERVICE DE LA CAPITALISATION D'UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE	30
4.3.2 CREATION, GESTION ET SUIVI D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE	30
4.3.3 VALORISATION DES TRAVAUX ACADEMIQUES ENCOURAGES PAR LA CHAIRE ET CAPTATIONS	31
5. PROGRAMME A VENIR 2022-25	33
5.1 OBJECTIFS GENERAUX ET DURABLES DE LA CHAIRE	33
5.1.1 CONTINUITE	33

5.1.2 NOUVELLES ORIENTATIONS	33
5.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES, RESULTATS ET ACTIVITES ESCOMPTEES	35
5.3 CALENDRIER	38
6. LISTE DES ANNEXES	40

Annexe n°1 : Appel à communication : Colloque international « *Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ?* » Bordeaux, 11 et 12 septembre 2017 **41**

Annexe n°2 : Appel à communication : Journée d'étude internationale « *Problématique foncière et perspectives de développement durable : quels défis pour l'Afrique ?* », Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry Guinée, le lundi 4 juin 2018 **46**

Annexe n°3 : Appel à communication : Journée d'étude internationale, « *Genre, inégalités et violences en Afrique* », École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée, le vendredi 21 juin 2019 **49**

Annexe n°4 : Appel à communication : Journée d'étude internationale, « *Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique* », Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso **52**

Annexe n°5 : Tableau récapitulatif des thèses en cours soutenues par la Chaire 2017-2019 des jeunes doctorants **57**

Annexe n°6 : Tableau récapitulatif des mémoires soutenus par la Chaire 2017-2019 des jeunes mémorants **58**

Annexe n°7 : Graphiques analytiques « *Les jeunes, acteurs des défis partagés du développement : une appropriation des Objectifs du Développement Durable depuis 2017* » **59**

Annexe n°8 : Appel à candidature Prix Sud de la Recherche Innovante 2019 – avec l'appui de l'IRD, l'AFD, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères **60**

Annexe n°9 : Prix Sud de la Recherche Innovante - Résumé du projet du programme de recherche « *Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo* » **62**



Bilan analytique et perspectives

1. Bilan analytique et perspectives

1.1 Bilan analytique

Faire le bilan des quatre ans de la Chaire Défis partagés du développement est à la fois **enthousiasmant et stimulant**, à l'image d'une escale faite au cours d'un voyage dont on sait qu'il sera encore long. L'escale permet de se féliciter des kilomètres parcourus, de se remémorer anecdotes et déconvenues, de tirer les leçons de ce qui a fonctionné, d'anticiper le chemin qui reste à parcourir.

Le voyage parcouru depuis 2017 a été riche et mouvementé. La Chaire a permis d'institutionnaliser des relations internationales fortes, et pour certaines anciennes, entre partenaires académiques attachés à penser et à mettre en pratique **la contribution de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) aux défis du développement durable**. Ce réseau regroupe des Universités, des Instituts et des Ecoles proposant des formations de Master et de Doctorats en sciences sociales et économiques animées par des communautés d'enseignants-chercheurs dynamiques et pluridisciplinaires. La reconnaissance par l'UNESCO de ce réseau académique sur les ODD, formant les futurs chercheurs et/ou praticiens du champ du développement a permis une montée en visibilité de **l'enseignement et de la recherche francophone sur le développement durable**. Un des points forts de la Chaire est d'être parvenue à mobiliser avec régularité les acteurs de l'ESR dans leur diversité. Les prix du Master et les bourses Jeunes chercheurs, lancés chaque année, ont distingué une trentaine d'étudiants issus de toutes les institutions partenaires; les journées d'études (Bordeaux 2017, Conakry 2018, Abidjan 2019, Ouagadougou 2020 reportée en juin 2021) ont donné la parole à plus d'une centaine chercheurs et de doctorants; la session de renforcement des capacités en relations internationales a mobilisé à Conakry en 2018 une vingtaine de personnels administratifs; le Prix de la recherche innovante a distingué une équipe burkina-togolaise d'excellence travaillant sur l'ODD 4¹. Une autre réussite de la Chaire est d'avoir démontré la pertinence de soutenir l'ESR à penser le développement depuis un **positionnement multi-situé**.

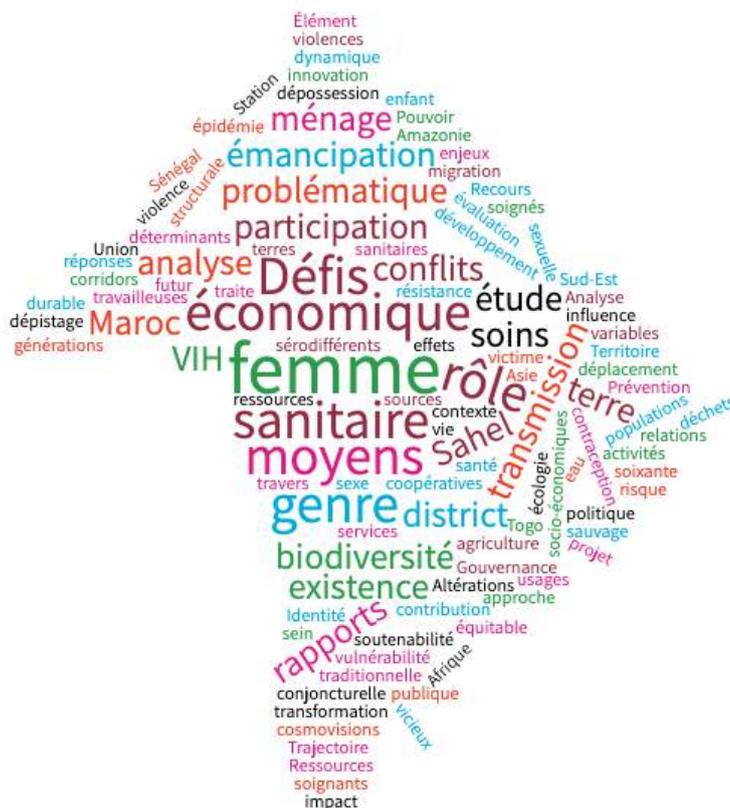
Du fait de son ancrage dans aujourd'hui plusieurs pays et trois continents (Europe, Amérique du Nord, Afrique), la Chaire a impulsé des réflexions croisées sur des sujets aussi divers que ceux des dépossessions foncières (JE de Conakry), du genre et des violences dans les questions de développement (JE d'Abidjan), du pouvoir de reconfiguration des crises (JE de Ouagadougou), de l'insertion professionnelle des jeunes en Afrique (Prix de la recherche innovante). Il a aussi été question dans les mémoires et doctorats soutenus par la Chaire des enjeux de santé, de conflits, de la montée des identités, de l'éducation et des enjeux de genre, de l'agriculture soutenable et des logiques extractivistes des ressources.

Ces thématiques explorées et documentées montrent la capacité de la recherche à parler du monde en train de se faire, mais aussi à parler aux acteurs en train de le faire. Cette **ambition de dialoguer** avec les acteurs du monde politique, économique et associatif a été constante tout au long de ces quatre années et sera poursuivie dans les années qui viennent. La diversité et pertinence des thèmes couverts a aussi été rendue possible grâce à la **pluridisciplinarité** assumée de la Chaire qu'illustre bien l'appartenance disciplinaire des membres du comité de pilotage (voir infra) : politistes de l'EDIM, sociologues, géographes et économistes de l'IEDES et du CECID, démographes de l'ISSP, économistes et statisticiens de l'ENSEA, économistes et psychologues des facultés de l'université de Lomé, anthropologue de la Faculté des sciences sociales de Sonfonia à Conakry, juristes et politistes de la Faculté des sciences juridiques et politiques de Bamako.

¹ Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

L'une des satisfactions de la Chaire est d'avoir réussi à mettre en place une **gouvernance collégiale et paritaire** entre ses membres tenant ainsi à se démarquer de formes plus traditionnelles de partenariat parfois encore à l'œuvre dans le domaine de la coopération internationale universitaire. (cf infra Gouvernance).

Le statut décisionnaire d'un comité international de pilotage resserré autour des personnes impliquées dans les activités, doublé de comités opérationnels nationaux s'est avéré complexe, mais efficace pour asseoir l'implication et l'engagement de tous dans le projet dans un esprit convivial. Les différents événements organisés ont été pilotés par les institutions hôtes qui ont mis au service de la Chaire leurs ressources matérielles et humaines ayant permis un déroulement remarquable des activités. La Chaire a aussi fait le choix de s'élargir selon un rythme raisonné. Les 6 institutions fondatrices étaient, avant même 2017 déjà liées par de multiples relations partenariales. Il a été décidé de se fonder sur l'existant pour créer la Chaire. Cette approche a été poursuivie. C'est à ce titre que **deux nouveaux membres** ont été accueillis depuis : deux Facultés de l'Université de Lomé et la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Bamako. Cette politique d'élargissement raisonnée et dictée par l'institutionnalisation de relations existantes plutôt que l'inverse, garantit au partenariat du futur mandat (2022-2025) stabilité et opérationnalité. Une autre force de la Chaire est d'avoir réussi à s'assurer des financements, certes modestes (autour de 50 K€ par an), mais réguliers de la part de ses partenaires financiers, qui chaque année, ont renouvelé leurs soutiens. La relation avec ces derniers a, de plus, été riche et dynamique, puisqu'au-delà d'un soutien financier, leurs représentants ont été associés aux activités en participant aux différents comités scientifiques (Prix de la recherche innovante, Journées d'études). Enfin, la Chaire a répondu à son objectif non seulement de soutenir la recherche en train de se faire (soutiens aux jeunes chercheurs, prix de la recherche innovante) mais aussi de **capitaliser** ses résultats en publiant deux dossiers spéciaux issus des journées d'études et en animant **un site internet dédié** par des publications écrites et audiovisuelles et un fil d'actualité.



Nuage de mot : « Les jeunes, acteurs des défis partagés du développement : une appropriation des Objectifs du Développement Durable depuis 2017 »

Source : figure réalisée à partir des mémoires et thèses soutenus entre 2017 et 2019 tableaux en annexe n° 5 et 6 et du site internet <https://www.nuagesdemots.fr/>

Le chemin depuis 2017 n'a pas été rectiligne. La crise du Covid-19 a durement impacté les activités de ses membres et leurs échanges. La Journée d'études 2020 "Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique" pilotée par l'ISSP à Ouagadougou a dû être reportée. Elle se tiendra finalement en juin 2021 selon un format hybride permettant de garantir son organisation quelque que soit la situation sanitaire à cette période. Les urgences et le supplément de travail engendrés par le respect des contraintes, notamment au niveau de l'enseignement, ont ralenti le rythme des activités en 2019/2020, mais ont aussi poussé les membres à intégrer la situation à leurs analyses. En effet, la crise sanitaire mondiale est aussi une crise socio-économique qui reconfigure et aggrave les inégalités. Elle est un révélateur, non seulement de ce destin partagé et non plus perçu comme distinct entre des Nords et des Suds, mais aussi l'occasion de penser les liens d'interdépendance et la capacité (ou non) à formuler des solutions partagées. Au-delà de la crise sanitaire, si la Chaire a bien réussi à soutenir la recherche innovante et pertinente sur les ODD, elle a rencontré plus de difficultés à opérationnaliser ses objectifs en matière de capitalisation d'enseignements. Elle souhaitait construire à partir des différentes offres de formation de ses membres un certificat, ou des modules d'enseignements partagés qui pourraient être suivis par les étudiants des institutions membres. Refusant d'adopter une approche unilatérale dans laquelle une institution met à disposition des autres des enseignements pensés en interne, elle a souhaité au contraire explorer la voie d'enseignements réalisés conjointement à partir d'une thématique commune. Cette approche collaborative prend plus de temps, et nécessite des missions de travail, une expérience et des équipements numériques adéquats. Cet axe fait partie des points à renforcer pour les années à venir. Enfin, un des points de vigilance pour le futur est la nécessité pour la Chaire de diversifier ses financements afin de les adapter à la collégialité de sa gouvernance.

Avant de détailler ses engagements pour 2022-2025, cette première escale a été l'occasion de recenser les points forts et les possibilités d'amélioration de la Chaire et de retenir trois termes pour résumer ce bilan : collégialité, analyse multi-située sur des défis résolument globaux, pertinence de la recherche à penser les problèmes et leurs solutions.

1.2 Perspectives

Le projet pour 2022-2025 se structure autour des quatre axes : **recherche collaborative, renforcement de la formation diplômante, valorisation auprès de publics pluriels** (académiques et professionnels) et **pérennisation**. Il sera développé et budgétisé en point 6.

Recherche collaborative

Afin de nourrir la collaboration en matière de recherche entre ses membres, la Chaire entend mettre rapidement en place des réseaux thématiques. Deux thématiques sont en préparation : « Genre et développement » relié à l'ODD 5 et « Sécurité au Sahel » relié à l'ODD 16. Une troisième est à l'étude « Ressources minières ». Ces réseaux thématiques permettront non seulement de préparer des réponses communes à des appels d'offre de recherche, mais aussi de contribuer au débat public d'un point de vue académique et de nourrir les différents parcours de formation. La Chaire souhaite insister sur l'accompagnement de la recherche sur les Suds et depuis les Suds lors de ce deuxième mandat, tout particulièrement la recherche junior considérée comme une ressource cruciale pour les défis futurs d'un monde en transition. Le point fort de cette recherche collaborative est le fait que les sujets qu'elle traite émanent d'observations en prise directe sur les terrains, discutés collectivement et par conséquent évitant l'écueil de points de vue dominants et décalés. Elle permet d'être aussi toujours à la pointe de évolutions scientifiques.

Formation à la recherche

Le deuxième axe portera sur le renforcement de l'offre mutualisée de formation. Toutes les institutions membres proposent et animent des parcours de formation de niveau Master, avec de fortes complémentarités. Un des objectifs prioritaires des années à venir est de travailler à capitaliser et à mieux articuler ces différentes formations : cartographie, mobilités étudiantes et enseignantes, co-production de modules diplômants, notamment sur les thématiques des réseaux thématiques, accessibles à distance et intégrés dans les différents cursus. Un accent particulier sera mis sur la formation des doctorants. Forts du franc succès rencontré par les ateliers doctoraux organisés en amont de chacune des journées d'études depuis 2017, les membres souhaitent renforcer cette offre et proposer d'ici 2025 des écoles d'été et des ateliers d'écriture en appui à la publication des doctorants.

Valorisation

Le troisième axe portera sur l'accentuation de la valorisation des recherches produites au sein du réseau de la Chaire, que ce soit auprès des publics académiques que des publics politiques, économiques et associatifs. Une attention soutenue sera portée à l'accompagnement des publications portées par le réseau (dossiers spéciaux dans des revues, articles co-rédigés par les membres) et à l'animation de séminaires, de formations et de débats à destination des professionnels du secteur. Le site internet sera enrichi par des capitalisations numériques (montage dynamique des journées d'études, cours à distance sur l'intranet, espaces de discussion et de travail pour les réseaux thématiques) et par une meilleure valorisation des jeunes chercheurs soutenus par la Chaire (résumés des travaux de masters et de doctorats soutenus, suivi du parcours des jeunes chercheurs remarqués par la Chaire).

Pérennisation

Enfin, le dernier axe s'attachera à la pérennisation des activités de la Chaire par une sécurisation et la diversification de ses financements, notamment par un plaidoyer plus soutenu en direction des nombreux partenaires des institutions membres, par l'identification et la réponse conjointe à des appels d'offres soutenant la structuration de réseaux académiques.



Données institutionnelles

2. Données institutionnelles

2.1 Cadre légal 2017-2021 et renouvellement 2022-25

La Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir a donné lieu le 24 avril 2017 à la signature d'un accord entre la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Georges Haddad. Comme prévu par son article 14, cette convention est alors entrée en vigueur pour une durée de quatre ans. Au terme de cette période, le renouvellement de cet Accord sera effectué par un échange de lettres entre les parties sur la base d'un rapport d'activités et d'un projet pour les quatre années suivantes.

Le présent document constitue le rapport détaillé des activités réalisées et des ressources mobilisées pour la période 2017-2021 sur la base duquel l'Université Paris 1 sollicite le renouvellement de cet Accord et sa labellisation UNITWIN. Ce rapport montre que la Chaire a atteint ses objectifs spécifiques tels qu'énoncés dans l'article 2 de la convention. Il est assorti d'un cadre d'objectifs proposé pour la poursuite de ses activités sur la période 2022-2025 inclus.

La Chaire a obtenu des financements dès 2017, mais leur obtention effective s'étant faite en second semestre, elle a concrètement démarré ses activités en septembre 2017. Le colloque international « *Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ?* » a été organisé à Bordeaux, les 11 et 12 septembre 2017, en collaboration avec une autre Chaire UNESCO « Formation de professionnel/les de développement durable » de l'Université Bordeaux Montaigne – Laboratoire *Afriques dans le Monde*. Une table-ronde sur le même thème a été tenue à Paris à l'occasion du Festival étudiant culture et critique [Les Tropikantes](#), organisé par les étudiants de l'IEDES.

La Chaire Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir, dont les objectifs, et les résultats escomptés seront rappelés en point 3, a pour originalité structurelle d'être dès le départ, pluri-acteurs. Elle est créée collectivement en 2017 par 5 établissements membres fondateurs francophones autour de l'Université Paris 1 – IEDES. Il en résulte la mise en place et mise en œuvre d'une gouvernance collégiale exigeante qui a été expérimentée durant ces 4 dernières années. Cette expérience et l'arrivée de deux nouveaux membres entrés en 2020 lui permettent d'envisager avec confiance son programme 2022-2025.

2.2 Gouvernance à deux échelles internationale et nationale

2.2.1 Le comité international de pilotage

Pour assurer ses missions, et prenant en compte cette spécificité collaborative, la Chaire a adopté une gouvernance collective, assurée par un **comité international de pilotage** composé de représentants académiques des six et depuis 2020 huit institutions membres, nommés par leurs Présidences et directions respectives :

Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) – Belgique :

- Dr. Firouzeh Nahavandi, sociologue, enseignante-chercheure et directrice du Centre d'études de la coopération internationale et du développement (CECID) et de l'Institut de Sociologie
- Dr. Laurence Roudart, économiste, enseignante-chercheure en économie du développement et développement agricole à l'Université Libre de Bruxelles (ULB)

École de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa – Canada :

- Dr. Stephen Baranyi, sociologue, professeur agrégé en sociologie politique et développement à l'École de développement international et mondialisation (EDIM)
- Dr. Marie-Eve Desrosiers, politologue, professeure agrégée à École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI), spécialiste des questions de sécurité et de gouvernance, et titulaire de la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone.

Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) – Côte d'Ivoire :

- Dr Hugues Kouadio, ingénieur statisticien et économiste, directeur de l'École Normale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et coordonnateur du Centre d'Excellence Africain en Formation statistique
- Dr Raïmi Fassassi, économiste, enseignant-chercheur à l'École Normale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA)

Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

- Dr. Anne Le Naëlou, sociologue, maîtresse de conférences en sociologie, IEDES, UMR Développement et Sociétés, P1-IRD et anc.directrice de l'IEDES (2013-2018)
- Dr. Sylvie Capitant, sociologue, maîtresse de conférences en sociologie, IEDES, UMR Développement et Sociétés PI-IRD, directrice adjointe de l'IEDES (2019-2023)

Université Général Lansana Conté (GLC-SC) de Sonfonia – Guinée-Conakry :

- Pr Moustapha Keïta-Diop, juriste et socio-anthropologue, doyen de la Faculté des Sciences Sociales et directeur du Master Acteurs Sociaux et Développement Local (MASDEL) à Université Général Lansana Conté (GLC-SC), et chercheur associé au Centre d'Études et de Formation en Infectiologie de Guinée (CERFIG) à l'Université Gamal A. N. de Donka-Conakry.
- Mohamed Traoré, administrateur général du Service informatique et numérique à Université Général Lansana Conté (GLC-SC)

Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo – Burkina Faso :

- Pr Abdramane Soura, démographe, directeur de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso) et Président de l'Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA)
- Dr Madeleine Wayack-Pambé, démographe, enseignante-chercheuse en démographie, Spécialiste des questions d'éducation et de genre à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)

Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako – Mali :

- Dr Abdoul Sogodogo, politiste, enseignant-chercheur et vice-doyen de la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako
- Dr. Sadio Soukouna, politiste, enseignante-chercheure à l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako et post-doctorante à l'UMR Développement et Société, P1-IRD.

Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) et Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé – Togo :

- Dr. Edinam Kola, géographe, maître de conférences en géographie humaine à l'Université de Lomé et doyen de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé
- Dr. Paboussoum Pari, psychologue, enseignant-chercheur en psychologie du travail et des organisations, vice-doyen de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé

Sur la période 2017-21, le comité de pilotage international s'est réuni 4 fois par an, dont une fois par an en présentiel à l'issue de la tenue des Journées d'études annuelles. Cette instance a pour fonction 1°) de prendre connaissance de l'avancée des activités prévues et à venir ; 2°) d'instruire les recherches de financements pour les porter et assurer les documents de reporting demandés ; 3°) d'examiner les dossiers de candidature de nouveaux membres et de valider leurs acceptations et 4°) de décider la labélisation des activités proposées par ses membres sur la base des trois règles collectivement décidées dès 2017 : a)- Collaboration d'au moins deux membres de la Chaire et/ou b)- Collaboration avec une autre Chaire UNESCO et c)- Validation par le comité international de pilotage.

2.2.2 Les comités nationaux de coordination opérationnelle

Le comité de pilotage international est épaulé par des comités nationaux de coordination opérationnelle composés à l'initiative de chaque institution membre. Ceux-ci ont une fonction consultative et de mise en cohérence avec les stratégies nationales des établissements et des laboratoires concernés. Ces comités nationaux se réunissent autant que de besoins nécessaires ; ils appuient les deux référents nationaux désignés par leurs établissements dans l'instruction des jurys du Prix du Master et de la Bourse Jeunes Chercheurs, dans le traitement de candidatures d'autres établissements dans le pays et dans la coordination des activités proposées à la labélisation.

2.2.3 Le comité de coordination opérationnelle France

Le Comité de coordination opérationnelle *France* assure quotidiennement la coordination des activités de la Chaire avec celles des laboratoires et composantes de l'université Paris 1 ; mais aussi de manière plus générale, il poursuit son objectif de facilitation des collaborations thématiques entre chercheurs et enseignants chercheurs des établissements membres. La Chaire UNESCO Défis partagés du développement est ainsi partie prenante du fonctionnement de [Sorbonne développement durable](#) et de la [Cité du développement durable](#) dont l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne est établissement *pilote*.

Campus de Nogent-sur-Marne

45bis av de la Belle Gabrielle - 94736 Nogent-sur-Marne cedex – France

Contact : jedes@chaireunescodefisdev.org - Tél. 01.43.94.72.27

- Anne Le Naëlou, titulaire de la Chaire, maîtresse de conférences en sociologie, IEDES, UMR Développement et Société (PI-IRD)
- Sylvie Capitant, maîtresse de conférences en sociologie, Dir. Adj .de l'IEDES, UMR Développement et Société (PI-IRD)
- Gaëlle Gillot, maîtresse de conférences en géographie IEDES, UMR Développement et Société (PI-IRD)
- Marie Bardin, responsable de la vie institutionnelle de l'IEDES,
- Sadio Soukouna, politiste, post doc. UMR Développement et Sociétés (P1-IRD) jusqu'en 2021.

Ce comité a pu successivement compter sur les assistant-e-s de chaire suivant-e-s, en stage professionnel de M2 :

- Dejvid Adrovic, d'avril à juillet 2018 inclus ;
- Miriam Ngombe, de novembre 2018 à janvier 2019 inclus ;
- Yasmine Cherif, de février 2019 à novembre 2019 inclus ;
- François Chollet, de février 2020 à mai 2020 inclus ;
- Valérie Seurin, de décembre 2020 à janvier 2021 inclus ;
- Cyrielle Sauve depuis janvier 2021

2.2.4 Le comité scientifique international

Afin de garantir la qualité et pertinence de ces actions de soutien à la recherche et aux formations masters et doctorants dans le domaine des Etudes du développement, la Chaire s'appuie sur un comité scientifique, mobilisé tout au long de ses différentes activités. Il est composé de membres académiques et/ou institutionnels international de haut niveau à même d'instruire, selon leur domaine de compétences, les dossiers qui lui sont soumis.

Ce comité compte sur les personnalités ci -après et est amené à être complété :

- Marie Hélène Aubert, inspectrice générale de l'administration du développement durable, ancienne membre de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ; présidente du conseil d'administration de l'agence de l'eau Loire-Bretagne ;
- Landry Fernand Bogui Niava, enseignant-chercheur en sociologie, Université Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire ;
- Hélène Djoufelkit, économiste, haut fonctionnaire, Directrice du département Diagnostics économiques et politiques publiques à l'Agence Française de Développement ;
- Elisabeth Hoffman, professeure en économie, Univ. Bordeaux Montaigne et titulaire de la Chaire UNESCO « Formation de professionnel/-les du développement durable » qui a pour objectif de capitaliser des expériences de formation, d'améliorer les formations existantes, de susciter des formations nouvelles dans le développement et la solidarité internationale ;
- Pierre Janin, chargé de recherche - HDR, à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) spécialiste des enjeux de souveraineté et de crise alimentaire en Afrique de l'Ouest ;
- Sophie Maysonave, poliste, haut fonctionnaire, secrétaire des affaires étrangères principale, MEAE France ;
- Marc Poncelet, professeur en sociologie, Institut des Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège, Belgique.
- Sanni Yaya, directeur de l'EDIM, professeur agrégé d'économie et de santé internationale, Université d'Ottawa ÉDIM, Canada.
- Marie Yvone Curtis, anthropologue, chercheuse, UGLC de Sonfonia – Conakry, Guinée ;
- Jean-François Kobiané, professeur en démographie à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso ;
- Léa Maffert, chargée de l'aide multilatérale, sous-direction du développement, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères ;

➔ Cette gouvernance collective, articulant l'international et le national, est exigeante pour toutes les parties prenantes. Elle a été inventée, expérimentée et consolidée au cours de ces 4 dernières années et, outre une qualité d'écoute et de bienveillance réciproque propice aux échanges et initiatives innovantes construites ensemble, met la Chaire dans de très bonnes conditions pour poursuivre ses activités avec de nouveaux partenaires.

➔ Le Comité scientifique est appelé à être complété.

2.3 Nouveaux membres de la Chaire

La Chaire *Défis partagés du développement savoir, comprendre, agir* a mené une politique d'ouverture raisonnée à de nouveaux membres. Son objectif d'ouverture à de nouveaux partenaires de l'aire francophone était accompagné d'un souci de solidité et de durabilité des partenariats impulsés ; des collaborations pédagogiques et scientifiques antérieurs et expérimentés constituaient un préalable à l'ouverture.

C'est ainsi avec l'Université de Lomé avec sa Faculté de Sciences humaines et sociales (FSHS) et sa Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), ainsi que l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako et sa Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) que la Chaire a ouvert ses collaborations en 2020. L'une et l'autre assurent des offres de formation aux niveaux master et doctorats sur les enjeux du développement socio-économique et culturels des pays du continent africain et conduisent des travaux de recherche cohérents avec ceux des laboratoires des établissements membres fondateurs autour de la mise en œuvre et du suivi analytique des ODD dans des perspectives disciplinaires et méthodologiques variées.

2.4 Partenaires institutionnels fondateurs

Dès sa création, la Chaire a été conçue et soutenue par les partenaires suivants :

- L'Agence française de développement (AFD)
- L'Agence universitaire de la francophonie (AUF)
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- L'European Association of Development Research and Training Institutes (EADI)
- L'Institut de recherche pour le développement (IRD) et son dispositif de crédits incitatifs de soutien à la recherche
- Le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).

Il est à noter que Anne Le Naëlou, présidente de la Chaire et aussi membre du collège Enseignement supérieur et Recherche du [Conseil national pour le développement et la solidarité internationale](#), créé en 2014 par le MEAE, qui est une instance de dialogue et de concertation régulière entre l'ensemble des acteurs du développement et de la solidarité internationale sur les orientations de la politique de développement CNDSI. La Chaire UNESCO défis partagés du développement a été reconnue dès 2017 comme initiative marquante de coopération collégiale scientifique nord sud² à soutenir.

² Le développement par la recherche : pour une diplomatie scientifique. Projet de document de référence collège Recherche et Enseignement supérieur pour le développement, novembre 2017, 20p. MEADI/CNDSI.



Objectifs et activités réalisées 2017-2021

3. Objectif & activités réalisées 2017-2021

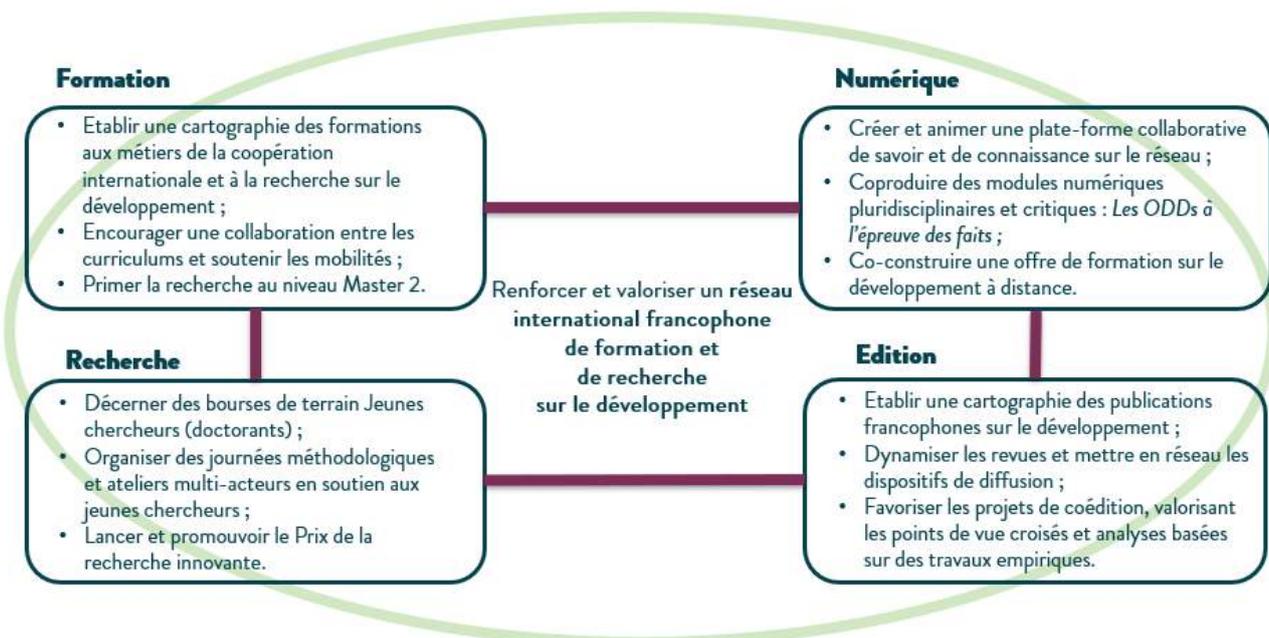
3.1 Une ambition et un constat de départ

Comme rappelé par l'article 2 de la convention, les membres de la Chaire Défis partagés du développement ; savoir, comprendre, agir se sont fixés pour objectif de promouvoir un système intégré d'activités de recherche, de formation, d'information et de documentation dans les domaines des sciences sociales et du développement socio-économique. Elle devait s'attacher à faciliter la collaboration entre chercheurs et enseignants chercheurs de haut niveau, professeurs de renommée internationale des institutions d'enseignement supérieur membres de France & d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Afrique. C'est bien dans une ambition de promouvoir le développement par la recherche que s'inscrit la Chaire.

Cette ambition partait d'un constat. En regard des réseaux de coopération académiques anglo-saxons et hispaniques très structurés et fortement représentés à [l'European Association of Development Research and Training Institutes](#) (EADI), et fort du [classement international de l'Université Paris 1 sur la mention Etudes du développement](#), une consolidation des liens scientifiques et pédagogiques des acteurs francophones sur les thèmes des études du développement et du suivi de la mise en œuvre des ODD pour une meilleure visibilité internationale de leurs actions académiques, paraissait nécessaire. De là, a été décidé par les 6 établissements déjà en coopération bilatérale avec l'université de Paris 1 - IEDES et l'UMR Développement et Sociétés, de structurer formellement leurs forces pour renforcer et animer un réseau international des études du développement francophone sur les thèmes précités avec deux priorités de l'UNESCO : *Afrique et Jeunesse*.

La démarche partagée préconisait de substituer aux relations classiques Nord/Sud une relation partenariale, horizontale, transparente et dynamique privilégiant le partage d'expériences et d'interrogations mutuelles, dans une dynamique de recherche et non d'expertise. Une priorité était accordée à la valorisation, au soutien au travail des jeunes générations de chercheurs pour les encourager à innover et à pouvoir bénéficier de connaissances partagées.

3.2 Les résultats visés se structuraient en 4 pôles



3.3 Calendrier des activités réalisées

Au regard de ces objectifs et comptant sur une implication collective forte des 6 membres fondateurs rejoints par les Universités de Lomé et de Bamako fin 2020, la Chaire Défis partagés du développement a réalisé des avancées sur les 4 pôles comme l'indique le schéma synthétique ci-dessous.

	2017	2018		2019		2020		2021
FORMATION	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
Prix du Master 2017 remis au 1^{er} trimestre 2018 : 3 Prix de 650 € décernés aux mémoires de 3 étudiant-e-s inscrits en Master 2 (ou équivalent) dans les institutions membres de la Chaire		X						
Prix du Master 2018 remis au 1^{er} trimestre 2019 : 6 Prix de 650 € décernés aux mémoires de 6 étudiant.e.s en M2 (ou équivalent)				X				
Session 2018 de renforcement des capacités des personnels administratifs encadrants des universités organisée à l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry, Guinée, du 19 au 23 novembre 2018.			X					
Prix du Master 2019 remis au 1^{er} trimestre 2020 : 5 Prix de 650 € décernés aux mémoires de 5 étudiant.e.s en M2 (ou équivalent)						X		
Prix du Master 2020 qui sera remis au 1^{er} trimestre 2021 : 6 Prix de 650 € décernés aux mémoires de 6 étudiant.e.s en M2 (ou équivalent)								X EN COURS
RECHERCHE	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
Colloque international 2017 conjoint de la Chaire UNESCO Défis partagés du développement et de la Chaire UNESCO Formation de professionnel/les de développement durable à l'Université Bordeaux Montaigne – Laboratoire Afriques dans le Monde Bordeaux (LAM), Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? les 11 et 12 septembre 2017.	X							
Journée d'étude internationale 2018 de la Chaire : Problématique foncière et perspectives de développement durable : quels défis pour l'Afrique ? à Sonfonia-Conakry, Guinée, le 4 juin 2018,		X						
Atelier Jeunes Chercheur.e.s 2019 de la Chaire : Genre, inégalités et violences en Afrique à l'ENSEA d'Abidjan, Côte d'Ivoire, le 20 juin 2019,				X				
Journée d'étude internationale 2019 de la Chaire : Genre, inégalités et violences en Afrique à l'ENSEA d'Abidjan, Côte d'Ivoire, le 21 juin 2019,				X				
Bourses Jeunes chercheurs 2017 remises au 1 ^{er} trimestre 2018 : 6 Bourses de 1 000 € décernées à 6 doctorant.e.s en 2 ^e année de doctorat		X						
Bourses Jeunes chercheurs 2018 remises au 1 ^{er} trimestre 2019 : 3 Bourses de 1 000 € décernées à 3 doctorant.e.s en 2 ^e année de doctorat				X				
Prix Sud de la Recherche Innovante 2019 décerné à l'équipe du programme de recherche r4d de l'Université de Lomé					X			
Bourses Jeunes chercheurs 2019 remises au 1 ^{er} trimestre 2020 : 5 Bourses de 1 000 € décernées à 5 doctorant.e.s en 2 ^{ème} année de doctorat						X		
Bourses Jeunes chercheurs 2020 seront remises au 1 ^{er} trimestre 2021 : 5 Bourses de								X

1 000 € décernées à 5 doctorant.e.s en 2 ^{ème} année de doctorat								FN COURS
	2017	2018		2019		2020		2021
NUMÉRIQUE	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
<i>Plate-forme numérique de la Chaire : conception, gestion, animation et mise à jour, captation numérique</i>		X	X	X	X	X	X	X
<i>Captation numérique de la table-ronde « L'aide internationale au développement. Acteurs, normes et pratiques », 7 octobre 2020 à l'occasion de la Semaine du développement durable 2020 avec la Chaire UNESCO « Formation professionnel-e-s du devt durable » et ONG GRET</i>							X	
<i>Valorisation : fil d'actualité, édition des membres, entretiens vidéo...</i>		X	X	X	X	X	X	X
ÉDITION ET VALORISATION	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
<i>Rencontres de Revues Francophones sur le Développement Tables-rondes Chaire en parallèle du 60e anniversaire de l'IEDES, au JATP, le vendredi 22 septembre 2017 – Festival Les TroPikantes</i>	X							
<i>Publication ; dossier « Dépossessions foncières et stratégies d'acteurs en milieu rural » de la Revue internationale des études du développement, n° 238 (2019/2) Editions de la Sorbonne.</i>				X				
<i>Publication ; dossier « L'aide internationale au développement. Acteurs, normes et pratiques » de la Revue internationale des études du développement, n° 241 (2020/1), Editions de la Sorbonne</i>						X		
<i>Actes du colloque international et synthèse des ateliers, « Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? » les 11 et 12 septembre 2017, Editions GRET</i>								
<i>Table ronde publique et captation numérique « L'aide internationale au développement. Acteurs, normes et pratiques », 7 octobre 2020 à l'occasion de la Semaine du développement durable 2020 avec la Chaire UNESCO « Formation professionnel-e-s du devt durable ».</i>							X	



Bilan détaillé 2017-2021

4. Bilan détaillé 2017-2021 sur les pôles Formation ; Recherche & publications ; Numérique

4.1 Formation

4.1.1 Prix du Master : 2017, 2018, 2019, 2020

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* a organisé, instruit et attribué annuellement, avec un jury international ³, le **Prix du Master** sur des financements du Ministère et de l'Agence française de développement (AFD). D'une valeur respective de 650 euros, ce Prix est réservé aux étudiants mémorants des établissements membres afin de récompenser et d'encourager la finalisation et la valorisation de leurs mémoires. Sur les 4 années écoulées, ce sont ainsi les travaux de 14 mémorants des différents établissements partenaires, de profils disciplinaires et de sensibilités thématiques divers centrés sur les contextes africains et latino américains, qui ont été récompensés.

Ces travaux écrits à 50 % par des femmes, montrent à voir la diversité des thématiques travaillées par les étudiant.e.s du réseau en lien avec les ODD: santé (VIH, gratuité des soins, contraception) fortement investie par les lauréat.e.s de Ouagadougou et d'Abidjan, sécurité et conflit, extractivisme, développement agricole et agro écologie, développement économique et influence des bailleurs de fonds. Ce recensement permet aussi de constater la capacité des étudiant.e.s à travailler des terrains variés et à réaliser des mobilités de recherche : Togo, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Egypte, Colombie. Le prix du Master permet chaque année de faire connaître la Chaire auprès des étudiants des établissements partenaires et le nombre de candidatures témoigne de l'intérêt des étudiants. [Le site internet de la Chaire](https://chaireunescodefisdev.org/laurcats-du-prix-du-master-2017/) a valorisé ses travaux. Depuis 2017, la Chaire a reçu plus de 45 candidatures.

Les lauréat.e.s 2017

- Y. Djakpa de l'Université Ouaga 1 – Pr Joseph Ki-Zerbo, pour son mémoire intitulé « *Prévention de la transmission sexuelle VIH au sein des couples sérodifférents à Lomé : analyse des circonstances et entraves* »
- Y. Kouanda de l'Université Ouaga 1 – Pr Joseph Ki-Zerbo, pour son mémoire intitulé « *Politique sanitaire au Burkina-Faso : analyse de l'influence de la gratuité sur l'offre de soin et les relations soignants-soignés dans le district de Boulmiougou* »
- A. Tchuisseu Mbomda et F.A.N Owona Ndouguesse de l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, pour leur mémoire commun intitulé « *Profil contraceptif et évaluation d'impact sur l'utilisation des moyens de contraception sur la fécondité en Côte d'Ivoire* »

<https://chaireunescodefisdev.org/laurcats-du-prix-du-master-2017/>

³ Le jury international du Prix de master est constitué de membres du Conseil scientifique ad hoc et du Comité de pilotage de la Chaire :

- F. Nahavandi et L. Roudart, Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) – Université libre de Bruxelles
- N. Ary Tanimoune, H. McGill et M-E. Desrosiers, Ecole de développement international et mondialisation (EDIM) – Université d'Ottawa
- R. Fassassi, Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan
- D. Baldé, Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry
- M-H. Aubert, A. Le Naëlou, S. Capitant, S. Soukouna, IEDES – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- J-F. Kobiane, M. Wayack-Pambè, F. Badini Kinda et M. Compaore pour l'Institut Supérieur des Sciences de la Population – Université Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo

Les lauréat.e.s 2018

- **I. Akhaloui** de l'Université Libre de Bruxelles, pour son mémoire intitulé « *L'investissement de la Banque mondiale dans la gestion des conflits* »
- **M. Gautrand** de l'Université Paris 1, pour son mémoire intitulé « *Se battre pour exister : Trajectoire des violences dans la vie des anciennes combattantes des FARC* »
- **V. Portier** de l'Université Paris 1, pour son mémoire intitulé « *Néo-développementisme en Amazonie : l'installation du projet minier Mirador* »
- **E. Ulrich Oloukou Idohou** de l'Université Ouaga 1 - Pr Joseph Ki-Zerbo, pour son mémoire intitulé « *Recours au dépistage du VIH dans un contexte d'épidémie mixte : cas du Burkina Faso* »
- **S. Ouattara** de l'Université Paris 1, pour son mémoire intitulé « *Analyse du rôle des services de conseil aux agriculteurs dans les dynamiques d'innovation : l'introduction des légumineuses à graines en agriculture conventionnelle* » en France.
- **M-B. Ojeda Trujillo** de l'Université Paris 1, pour son mémoire intitulé « *L'effet des dispensaires sanitaires dans la mortalité infantile : une étude de cas de Niakhar, Sénégal* »

<https://chaireunescodefisdev.org/laureats-du-prix-du-master-2018>

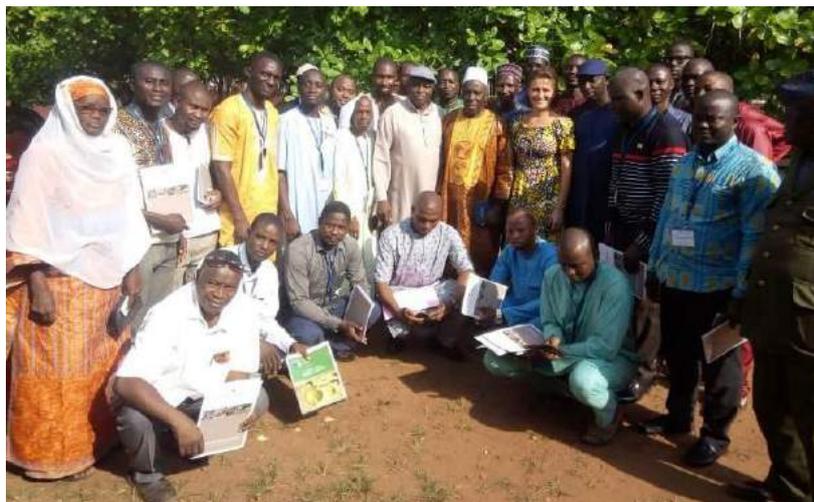
Les lauréat.e.s 2019

- **S.P. Amonle** de l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, pour son mémoire intitulé « *Prise en compte des effets de calendrier dans l'analyse conjoncturelle dans les pays de l'UEMOA : cas du Bénin* »
- **K.A. Azianu** de l'Université Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo, pour son mémoire intitulé « *La gestion des déchets de soins médicaux : cas du district sanitaire n°5 de Lomé Commune, Togo* »
- **M. Fichet** de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, pour son mémoire intitulé « *Des cosmovisions indigènes du Chiapas et de l'agroécologie comme sources d'autonomisation* »
- **P.A. Koua** de l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, pour son mémoire intitulé « *Éléments de contribution des variables budgétaires à la croissance économique et la soutenabilité de la dette publique de la Côte d'Ivoire : une approche DSGE.* »
- **R. Valentini** de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, pour son mémoire intitulé « *Le futur du passé nubien : La transmission des mémoires entre générations et les activités socio-économiques des Nubiens d'Égypte soixante ans après le déplacement (Assouan).* »

<https://chaireunescodefisdev.org/laureats-du-prix-du-master-2019>

L'édition 2020 de ce Prix du master est, à l'heure de rédaction de ce bilan 2017-2021, encore en phase d'instruction car les dates ont été adaptées aux conséquences de la crise sanitaires sur les déroulés des cursus pédagogiques de M2 dans les établissements des 9 membres de la Chaire ; la date de dépôt des candidatures est fixée au 15 mars 2021.

4.1.2 Renforcement des capacités des personnels académiques administratifs encadrants



La Chaire a tenu à intégrer les personnels administratifs dans sa coopération, publics souvent oubliés des partenariats académiques. Une session de cinq jours de renforcement des capacités des personnels administratifs encadrants s'est tenue à Conakry du 19 au 23 novembre 2018. Cette session a été identifiée avec les responsables de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC), et a été organisée et co-financée avec la

Direction des Relations internationales de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les diverses sessions et ateliers ont abordé des thèmes stratégiques de la gestion administrative universitaire, tels que :

- L'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche,
- Le pilotage d'un service administratif universitaire,
- La communication interne et externe,
- La définition d'un projet de service formation et recherche, et
- L'optimisation du travail (outils et méthodologies).

Cette formation interactive avait également pour but de faciliter la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur dits des Suds et ceux dits des Nord, une des missions phares de la Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir*. Sont intervenus face aux 26 Directeurs de programmes, Secrétaires de facultés et Fonctions supports de l'UGLC-SC :

- M. Bardin, Responsable vie institutionnelle et relations extérieures de l'IEDES et membre du comité de pilotage de la Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir*,
- A. Soriot, Directrice des Relations internationales (DRI) de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<https://chaireunescodefisdev.org/renforcement-des-capacites-des-personnels-administratifs-encadrants-a-conakry>

4.2 Recherche et publication

4.2.1 Colloque international 2017

A l'université de Bordeaux Montaigne (AAC en annexe), publications 2019 et 2020 et table ronde internationale 2020

Le colloque international *Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ?* organisé à Bordeaux, les 11 et 12 septembre 2017, a été l'occasion d'une première collaboration entre les deux Chaires UNESCO *Formation de professionnell/les de développement durable* (Université Bordeaux Montaigne - LAM) et *Défis partagés du développement*





Cet événement international a donné lieu en janvier 2019 à la publication aux Editions du GRET, des actes du colloque.

En mars 2020, après réouverture d'un Appel à Communication International, le colloque de 2017 a donné lieu à la publication du numéro 241 (2020-1), de la Revue internationale des études du développement : *L'aide internationale au développement. Acteurs, normes, pratiques*, sous la direction de A. Le Naëlou (Chaire *Défis partagés du développement*), Elisabeth Hofmann (Chaire *Formation de professionnel/les de développement durable*) et L. Kojoué (Université de Bordeaux, LAM).



4.2.2 Journée d'étude internationale 2018

Problématique foncière et perspectives de développement durable : quels défis pour l'Afrique ? à Sonfonia-Conakry, Guinée, le lundi 4 juin 2018 (AAC en annexe)



Portant sur la problématique foncière, cette journée a permis de saisir l'actualité du phénomène d'accaparement des terres en Afrique, que ce soit dans ses dimensions politiques, sociales, économiques ou écologiques. Les contributions se sont attachées à appréhender les relations qui s'instaurent entre acteurs protagonistes, tantôt complémentaires (agencements, arrangements, compensation), tantôt concurrentes et conflictuelles (résiliences et mouvements de résistance des acteurs locaux), par la science politique, la sociologie, le droit, l'anthropologie et l'économie, présentées par des contributeurs venus principalement des pays de la sous-région (Bénin, Guinée, Gabon, Burkina Faso, Maroc). Les tables-rondes ont porté sur le pluralisme juridique des droits fonciers, les diversités et les modalités de dépossessions, les conflits fonciers et la reconfiguration des rapports de force au niveau local ainsi que les différentes modalités de résolution possibles des tensions. Plusieurs centaines de personnes se sont déplacées afin d'assister à cet événement, contribuant ainsi à faire de cette journée d'étude un vrai moment de partage des savoirs et des connaissances et, par conséquent, un réel succès.

Ce premier grand événement international de la Chaire a donné lieu en mai 2019 à la publication du numéro 238 (2019-2), de la Revue internationale des études du développement : *Dépossessions foncières et stratégies d'acteurs en milieu rural*, coordonné par L. Roudart (directrice du CECID, Univ. Libre de Belgique), C. Guénard (directrice de l'IEDES) et M. Keïta Diop (UGLC-SC).



<https://chaireunescofisdev.org/retour-sur-la-journee-d-etude> - <https://chaireunescofisdev.org/video-et-photos-de-la-journee-d-etude>

4.2.3 Atelier doctoral international 2019

Genre, inégalités et violences en Afrique », le jeudi 20 juin 2019 à l'ENSEA d'Abidjan



La Journée d'étude internationale 2019 consacrée à la problématique du genre en Afrique ainsi qu'à l'analyse du lien entre les inégalités et la violence et son vécu a été précédée le jeudi 20 juin 2019 par un atelier Jeunes Chercheur.e.s au cours duquel quelque 30 doctorant.e.s et étudiant.e.s en master 2 venu.e.s du Burkina Faso, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Sénégal et du Togo ont présenté leurs projets de recherche et leurs terrains. Proposé sur le même thème que la Journée d'études internationale, l'objectif de la journée atelier a été double : méthodologique et

théorique/conceptuel. Avec des entrées disciplinaires relevant des sciences économiques et sociales, portant sur les contextes africains, les interventions ont permis d'aborder les approches possibles sur/dans les violences dans les sphères privée et publique et en contexte sensible, sur les inégalités de genre au travail, dans l'accès aux soins et au logement, ainsi que sur les pouvoirs et contre-pouvoirs, les droits, et les intégrations. Au cours de différents ateliers, les doctorants et jeunes chercheurs ont eu l'occasion d'échanger autour de leurs travaux entre pairs et avec des chercheur.e.s seniors, ouvrant un débat riche et enthousiaste sur les définitions et concepts mobilisés, sur l'opportunité des méthodologies d'enquête utilisées (qualitative et quantitative), et la complémentarité des différentes disciplines des sciences économiques et sciences humaines.

<https://chaireunescofisdev.org/atelier-jeunes-chercheur-e-s-a-l-ensea>

4.2.4 Journée d'étude internationale 2019

Genre, inégalités et violences en Afrique à l'ENSEA d'Abidjan, Côte d'Ivoire, le vendredi 21 juin 2019 (AAC en annexe)

Jeunes chercheurs et enseignants-chercheurs de la sous-région se sont réunis à l'ENSEA d'Abidjan autour de la thématique « Genre, inégalités et violences en Afrique ». Les présentations et les échanges de cette journée d'études internationale ont rappelé combien le genre constituait un marqueur fort des inégalités et ont souligné tout l'intérêt d'étudier les rapports sociaux à la lumière de cette question du genre. Cette lecture permet de mettre en évidence que la société, du fait qu'on soit homme ou femme, attribue à chacun des rôles, des tâches et des valeurs sources potentielles d'inégalités mais aussi de violences.



L'événement a été soutenu par l'Agence française de développement (AFD), le Fonds des Nations-Unies pour la Population, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et le Ministère français de l'Europe et des

affaires étrangères. Au cours de quatre tables-rondes et deux plénières, les 13 contributrices et contributeurs, venus du Burkina Faso, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Sénégal, du Togo et de la France ont mis en évidence, à l'appui de leurs travaux de recherche, l'ampleur des inégalités de genre – en milieux professionnels, académiques et scolaires et au sein des ménages – leurs contextes de production et les réponses institutionnelles encore à conforter qui leur sont apportées.

La diversité, le renouvellement, et l'originalité des thématiques de la recherche ont été unanimement salués, illustrant l'engagement des jeunes chercheurs sur ce défi partagé du développement.

Conformément à la mission de la Chaire de promouvoir le partage et de mise à disposition des travaux des jeunes chercheurs sur un défi partagé du développement ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), un panel de communications est disponible en ligne : <https://chaireunescoedfisdev.org/communications-de-la-journee-d-etude-genre-inegalites-et-violences-en-afrique>



<https://chaireunescoedfisdev.org/diversite-renouvellement-et-originalite-de-la-jeune-recherche-sur-le-theme>
<https://chaireunescoedfisdev.org/communications-de-la-journee-d-etude-genre-inegalites-et-violences-en-afrique>

4.2.5 Journée d'étude internationale 2020 et ateliers doctoraux

Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique à l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso.

Prévue en 2020 et reportée en juin 2021 (AAC en annexe)

Prévus pour se tenir les 20, 21 et 22 juin 2020, ces deux événements ont dû être reportés une première fois en février 2021 du fait des blocages induits par la crise internationale sanitaire. Finalement, en raison de la durabilité de la crise, il a été décidé d'organiser les activités en juin 2021 sous un format hybride intégrant ainsi les contraintes liées à la crise toujours en cours en date de ce bilan. L'AAC lancé en février 2020, a recueilli 103 candidatures dont 33 ont été retenues par le jury international.

4.2.6 Bourses Jeunes Chercheurs : 2017, 2018, 2019, 2020

6 Bourses de 1 000€ décernés à 6 doctorants des institutions membres de la Chaire

La Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir a organisé, instruit et attribué annuellement, avec un jury international⁴, la Bourse Jeunes Chercheurs sur des financements du Ministère et de

⁴ Le jury international du Prix de master est constitué de membres du Conseil scientifique ad hoc et du Comité de pilotage de la Chaire :

l'Agence française de développement (AFD). D'une valeur respective de 1000 euros, ce Prix est réservé aux doctorant.e.s de 2nd et 3^{ème} années des établissements membres afin de soutenir la récolte de données empiriques et théoriques ainsi que des modes de valorisation intermédiaires de leurs recherches. Au cours des 4 années écoulées, ce sont ainsi les travaux de 14 doctorant.e.s de différents établissements, de profils disciplinaires et de sensibilités thématiques divers centrés sur **les contextes africains, sud-est asiatique ou sud-américain**, qui ont été récompensés et soutenus. En cohérence avec sa mission de partage des travaux scientifiques juniors, La Chaire a publié sur [son site](#) les résumés de ces recherches doctorales en cours et permet ainsi la mise en lien scientifique avec les jeunes chercheurs.

Comme le prix des Masters, la rétrospective des Bourses jeunes chercheurs/chercheuses donnent à voir une recherche junior dynamique et courageuse documentant les enjeux cruciaux du développement durable depuis un ancrage extra-européen : tensions foncières, écologie et gestion des ressources naturelles et minières, genre et justice sociale, montée des identités, mobilisations paysannes et urbaines, migrations, ESS..

Les travaux de thèses récompensés éclairent et documentent finement trois grands registres de manifestations et des conditions de reproduction des inégalités en Afrique (Maroc, Burkina Faso; Tanzanie, Egypte), au Moyen orient (Cisjordanie), en Amérique centrale (Honduras) et Asie du sud est (Cambodge)

- un registre des inégalités liées à la captation, aux processus de prédation des ressources naturelles (terres, biodiversité pour filières agricoles locales ..) souvent issues de modèles extractivistes en non durables en ce qu'ils bloquent tant les productions locales parties prenantes de la biodiversité (huile d'argan,), que des modes d'organisation du travail plus équitable (coopératives..)
- un registre des inégalités liés à des situations de non droit, notamment envers les enfants très jeunes privés de milieux familiaux et se voyant ainsi nier leur accès à l'éducation ou encore envers les populations qui se trouvent dans l'obligation de migrer pour des raisons économiques et/ou politiques sécuritaires ;
- un dernier registre d'inégalités liées à des contextes de mise au travail, en particulier des femmes qui en milieu urbain sont amenées à devoir accepter des formes d'esclavage dures tels que la prostitution et les services domestiques.

Les bourses ont servi à soutenir les doctorant.e.s pour leur déplacement sur le terrain et complément de récolte de données. Plusieurs d'entre elles ont été soutenues depuis.

La complexité des sujets abordés par ces 14 thèses force à constater la très grande difficulté rencontrée pour atteindre pleinement nombre d'Objectifs du développement durable ; elle nous oblige à l'humilité et milite pour une plus grande implication de la recherche dans la définition et la conduite des processus de transformations sociales. La Chaire *Défis partagés du développement* porte cette ambition d'un développement par les connaissances et par la recherche et la conviction que pour se développer sur le long terme et élaborer des politiques publiques appropriées, une société, grâce à ses chercheurs, doit nécessairement participer à la production des connaissances dont elle a besoin pour imaginer et construire son avenir.

-
- F. Nahavandi et L. Roudart, *Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) – Université libre de Bruxelles*
 - N. Ary Tanimoune, H. McGill et M-E. Desrosiers, *Ecole de développement international et mondialisation (EDIM) – Université d'Ottawa*
 - R. Fassassi, *Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan*
 - D. Baldé, *Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry*
 - M-H. Aubert, A. Le Naëlou, S. Capitant, S. Soukouna, *IEDES – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*
 - J-F. Kobiane, M. Wayack-Pambè, F. Badini Kinda et M. Compaore pour l'Institut Supérieur des Sciences de la Population – Université Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo

Les lauréat.e.s 2017

- **A. Benhmade** (EDIM) dans le cadre de sa thèse intitulée « *Les déterminants d'engagement en matière de développement équitable et durable : cas des coopératives de l'huile d'argan au Maroc* ».
- **F. Panosetti** (Université Libre de Bruxelles), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Impacts et réponses de genre à la dépossession de terre au travers de la transformation des moyens d'existence et de la résistance en Cisjordanie (Territoire palestinien)* ».
- **R. Chhem** (EDIM) dans le cadre de sa thèse intitulée « *Ecologie politique des corridors de biodiversité au Cambodge* »
- **S. De Grootte** (Université Libre de Bruxelles), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Un enfant à tout prix : de la kafala traditionnelle à l'adoption sauvage au Maroc* »
- **M. Grandgonnet** (EDIM), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Identité, pouvoir et négociations : les People of Indian Origin en Afrique de l'Est* »
- **C. Schur** (Université Libre de Bruxelles), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Le rôle de la terre dans les moyens d'existence : le cas des mouvements paysans dans le Bajo Aguan, Honduras* »
<https://chaireunescodefisdev.org/laureats-de-la-bourse-jeunes-chercheurs-2017/>

Les lauréat.e.s 2018

- **A. Diallo** (Université Ouaga 1- Pr Joseph Ki-Zerbo), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Insécurité et migration de populations dans le Sahel burkinabé : Défis, enjeux et perspectives* »
- **E. Narminio** (Université Libre de Bruxelles), pour sa thèse intitulée « *Le cercle vicieux de la vulnérabilité pour l'enfant victime de traite : Gouvernance et violence structurelle en Union européenne et en Asie du Sud-Est* »
- **N. Hubert** de l'Université d'Ottawa, pour sa thèse intitulée « *Ressources, environnements et conflits : quels risques pour le Sahel ?* »
<https://chaireunescodefisdev.org/laureats-de-la-bourse-jeunes-chercheurs-2018/>

Les lauréat.e.s 2019

- **Yisso Fidele Bacye** de l'Université Ouaga 1- Pr Joseph Ki-Zerbo, Ecole doctorale lettres sciences humaines et communication (LESHCO), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Les rapports de genre et émancipation économique de la femme : la problématique de la participation de la femme à la gestion du ménage à Ouagadougou.* »
- **Philippe Bagre** de l'Université Ouaga 1- Pr Joseph Ki-Zerbo, Ecole doctorale lettres sciences humaines et communication (LESHCO), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Altérations hydrologiques et gestion des ressources en eau du bassin du Massili à la Station de Gonsé (Burkina Faso)* »
- **Traore Diakalya** de l'Université Ouaga 1- Pr Joseph Ki-Zerbo, Ecole doctorale lettres sciences humaines et communication (LESHCO), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Mutations d'usages des terres et dynamique de la biodiversité dans la commune de Kangala au Burkina Faso* »
- **Clémence Pougué Biyong** de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'Economie de la Sorbonne (CES), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Le rôle des biais comportementaux dans l'investissement en santé préventive : étude de cas des travailleuses du sexe en Côte d'Ivoire* »
- **Morgane Rosier** de l'Université d'Ottawa, Ecole de développement international et mondialisation (EDIM), dans le cadre de sa thèse intitulée « *Les rapports de genre et émancipation économique de la femme : la problématique de la participation de la femme à la gestion du ménage à Ouagadougou* »
- **L'édition 2020** de cette Bourse Jeunes Chercheur-e-s est à l'heure de rédaction de ce bilan 2017-2021 encore en cours d'instruction car les dates ont été adaptées aux conséquences de la crise sanitaire sur les déroulés des cursus pédagogiques de M2 dans les établissements des 8 membres de la Chaire ; la date de dépôt des candidatures est fixée au 15 mars 2021.
https://chaireunescodefisdev.org/laureats-de-la-bourse-jeunes-chercheurs-2019?debut_articles_rubrique=%1086

4.2.7 Prix Sud de la Recherche Innovante 2019

Sur financement de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et de l'Agence française de développement (AFD), la Chaire UNESCO « *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* » a attribué le Prix Sud de la Recherche Innovante (12 000€) pour sa première édition à l'équipe du programme de recherche « [R4d : Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo](#) ». Piloté par la Faculté des Hommes et des Sciences Humaines de l'Université de Lomé, le programme a l'originalité d'être interrégional ; il est coordonné par trois enseignants-chercheurs issus de trois universités de deux pays d'Afrique de l'Ouest : Abdoulaye Ouedraogo de l'Université Joseph Ki-Zerbo (Ouagadougou), Issa Abdou Moumoula de l'Université Norbert Zongo (Koudougou) et Paboussoum Pari de l'Université de Lomé. Démontrant une coopération sous-régionale remarquable, ce programme bénéficie déjà d'une notoriété internationale avec des co-financements d'autres coopérations bilatérales. Le caractère novateur de sa démarche et sa dimension comparatiste plurinationale et pluridisciplinaire (cf. résumé en annexe n°8) a été souligné lors de la présentation aux enseignants-chercheurs et étudiants de l'Université de Lomé en amont de la cérémonie de remise du prix du 4 décembre 2019 qui s'est tenue en présence des responsables académiques et ministériels sur place ainsi que des représentants des institutions ayant soutenu ce prix. Le comité scientifique international (cf. liste en point 2.2.4.) a instruit 9 candidatures d'équipes de recherche à l'appel (ACC joint).

La mission de remise du Prix qui s'est tenue à Lomé en présence des présidences des deux universités de références des lauréats, a également été l'occasion pour la Chaire d'envisager avec les directions des deux Facultés des Sciences Humaines et Sociales (FSHS) et celle des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG), une entrée de l'université de Lomé comme membre de la Chaire.



A cet effet, A. Le Naëlou a pu sur place procéder à un examen approfondi :

- des offres de formations de niveaux master assurées par les deux facultés de Sciences humaines et sociales (FSHS) et de Sciences économiques et de gestion (FASEG) en termes de maquettes, de fonctionnement, de fréquentations, de flux d'étudiants, et de résultats en termes de diplomatie et insertion professionnelle ;
- des travaux des laboratoires de recherches de ces deux facultés

travaillant sur des thématiques communes par les 6 établissements académiques fondateurs de la Chaire.

- Elle a également rencontré et informé les diverses représentations de la France à Lomé.

- Enfin, elle a pris attache avec le recteur de l'université de Lomé pour examiner les modalités d'entrée de cet établissement, via les deux facultés précitées dans la Chaire.

En juillet 2020, le dossier de demande officielle de rattachement est examiné et validé en Comité international de pilotage suite pour une entrée effective le 4 janvier 2021.

<https://chaireunescodefisdev.org/laureats-du-prix-sud-de-la-recherche-innovante>

<https://chaireunescodefisdev.org/remise-du-prix-sud-de-la-recherche-innovante>

4.3 Numérique

4.3.1 Au service de la capitalisation d'une intelligence collective

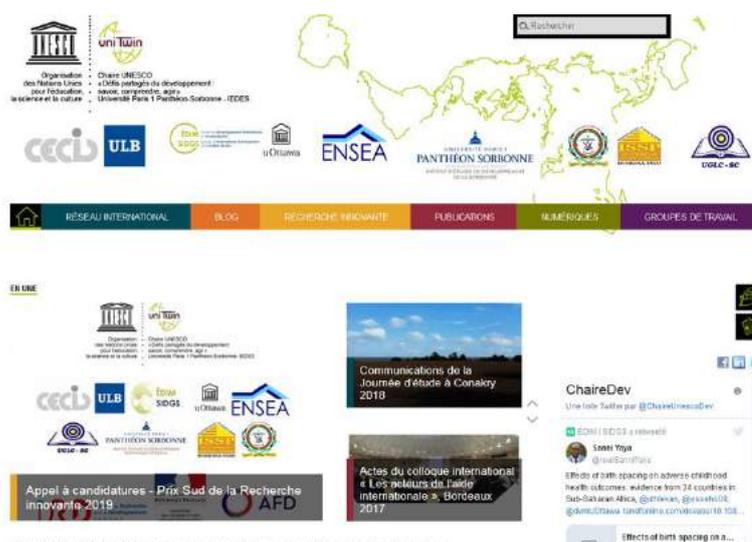
La conception, la mise en route et l'animation du site internet de la Chaire pour faire vivre les collaborations académiques entre les membres, mais aussi assurer la visibilité des actions menées constituent une dimension majeure des réalisations sur ces quatre premières années de la Chaire.

Le site est conçu pour évoluer et accueillir des groupes de travail et des animations de réseaux et ainsi s'adapter aux réalisations à venir.

D'ores et déjà un premier bilan des usages numériques peut être dressé.

4.3.2 Création, gestion et suivi d'une plateforme numérique

Le menu incarne l'approche réseau de la Chaire et assure une mise en relation des différents fils d'actualité des institutions partenaires. La volonté est de faire vivre une plateforme interinstitutions (et non portée par une institution) afin de favoriser l'appropriation des collaborations et consolider l'objectif fondateur d'une gouvernance partagée dans un esprit UNITWIN.



Un onglet de présentation générale de la Chaire : <https://chaireunescodefisdev.org/>

- Un onglet "blog" qui marque l'ouverture de la Chaire à la diversité des contributions en recherche et en formation sur le développement : <https://chaireunescodefisdev.org/-BLOG->
- Un onglet "recherche innovante" qui constitue l'un des pôles d'actions / valorisation de la Chaire : <https://chaireunescodefisdev.org/appel-a-candidatures-prix-sud-de-la-recherche-innovante-2019>
- Un onglet "publications" qui permet de capitaliser les résumés des travaux doctoraux primés et soutenus par la Chaire ainsi que les publications des membres : <https://chaireunescodefisdev.org/-actes-de-colloques->
- Un onglet "modules numériques" qui accueillera, à terme, l'ensemble des modules partagés par les membres et mis en cohérence en vue de la constitution d'une formation globale co-construite sur le développement : <https://chaireunescodefisdev.org/-actes-de-colloques->
- Un onglet "groupes de travail" qui est destiné à accompagner les initiatives de travail collaboratif et collectif ; il recueille les retours et témoignages des mémorants et jeunes chercheurs ayant été soutenus par la Chaire (enquête printemps 2021) qui constituera la base d'un réseau doctoral : <https://chaireunescodefisdev.org/-groupes-de-travail->

L'hébergement et l'évolution de la structure du site est assurée par un prestataire externe. L'alimentation, son actualisation et l'animation quotidiennes sont assurées par l'Assistant(e) de Chaire en interne en étroite collaboration avec les membres.

4.3.3 Valorisation des travaux académiques encouragés par la Chaire et captations

- Journée d'étude 2018 : Problématique foncière et perspectives de développement durable : quels défis pour l'Afrique ?

Les ateliers méthodologiques suivis des échanges avec les étudiants et jeunes chercheurs de juin 2018 ont été enregistrés et sont disponibles sur le site ainsi qu'une série de courtes capsules vidéo/audio réalisées avec les contributeurs de la Journée d'études.



<https://chaireunescofisdev.org/video-et-photos-de-la-journee-d-etude>

- Journée d'étude 2019 : Genre, inégalités et violences en Afrique

Les interviews des organisateurs des ateliers recherche et de la Journée d'étude tenue à l'ENSEA d'Abidjan en juin 2019 sont disponibles sur le site de la Chaire

https://chaireunescofisdev.org/communications-de-la-journee-d-etude-genre-inegalites-et-violences-en-afrique?debut_articles_rubrique=%4080



- Table ronde 2020: L'aide internationale au développement. Acteurs, normes et pratiques



Dans le cadre de la Semaine européenne du développement durable animée par la Cité du développement durable en France (campus de Nogent sur marne) la table ronde tenue autour du numéro 241 (2020/1) de la Revue internationale des études du développement, L'aide internationale au développement. Acteurs, normes et pratiques, co-dirigé par Anne Le Naélou, Elisabeth Hofmann et Larissa Kojoué, le mercredi 7 octobre dernier fut diffusée en direct via Facebook

Live et sa captation numérique est disponible sur le site de la Chaire.



5. Programme à venir 2022-25

5.1 Objectifs généraux et durables de la Chaire

Fort de son expérience de 4 années, l'équipe de coordination opérationnelle France a mené les consultations avec les membres et les structures institutionnelles partenaires pour définir le programme 2022-2025. Celui-ci est construit sur un double principe d'une part de reconduction de principes et d'un certain nombre de collaborations scientifiques et pédagogiques initiaux expérimentés et, d'autre part d'innovation de nouveaux projets tout en s'assurant de la soutenabilité financière de l'ensemble. Mêlant continuité et adaptation aux attentes et à un environnement évolutif, le programme est composé comme suit :

5.1.1 Continuité

- Actualiser et valoriser à l'international, un réseau des études du développement francophones fort, ouvert et source de questionnements pertinents et de propositions innovantes. Les *Development Studies* constituent dans le monde anglo-saxon une discipline très structurée, dotée de réseaux, d'associations, de revues, de doctorats et de *think tanks*. La Chaire poursuit son objectif d'impulser un effet de levier et de visibilité aux propositions d'établissements d'enseignement et de recherche préoccupés par les questions de développement, inscrits dans une Francophonie ouverte (liste AUF) et prompts à dialoguer avec les réseaux partenaires.
- Substituer aux relations classiques Nord/Sud une relation partenariale, circulaire, transparente et dynamique. Loin du modèle de transfert de connaissances, la Chaire poursuit son objectif de constituer un espace de partage d'expériences et d'interrogations mutuelles. Elle s'appuiera pour cela sur sa double gouvernance internationale et nationale expérimentée et consolidée durant 4 années et avec son comité scientifique paritaire.
- Co-produire des savoirs sur des thématiques et des défis partagés, sur lesquels les porteurs du projet disposent déjà de ressources reconnues, et jugées fondamentales au regard des exigences d'une transition politique, sociale, économique et environnementale durable : nouveaux dispositifs de coopération internationale et indicateurs innovants, sécurisation alimentaire et agriculture raisonnée, accès aux ressources et mobilisations sociales, reconfigurations politiques, fragilité étatique et gouvernance ...
- Soutenir une recherche croisée et multisituée sur les Suds, élaborée selon une dynamique de recherche et non d'expertise, et faire connaître et reconnaître des pôles académiques de qualité francophones sur les études du développement.
- Valoriser et soutenir les jeunes générations de chercheurs et innover dans la diffusion et la capitalisation des connaissances pour une circulation ouverte des données.

5.1.2 Nouvelles orientations

La nouvelle programmation 2022-25 porte une attention toute particulière à :

- La constitution et l'animation de **réseaux thématiques collaboratifs** d'appui à la recherche pour les doctorants, les enseignants, et enseignant-chercheurs engagés sur les thématiques des ODD. Ces réseaux permettraient de nourrir des publications communes et d'accompagner le montage de projets de recherche au

sein de la Chaire. Deux thématiques sont d'ores et déjà en préparation. La première, faisant suite à la journée d'études de 2019 à Abidjan, portera sur le genre, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (ODD 5). Ce travail collaboratif permettra de mutualiser les expériences acquises par les membres notamment avec l'ouverture à l'IEDES et la Faculté des sciences juridiques et politiques de Bamako de parcours de Master portant sur ces questions. La deuxième thématique à l'étude, liée à l'ODD 16⁵, portera sur le développement et la sécurité au Sahel, intégrant notamment l'étude de la coopération internationale dans ce domaine. Deux des institutions membres de la Chaire sont situées au Sahel et sont confrontés à des questions sécuritaires cruciales, plusieurs des équipes (EDIM, IEDES, ISSP, ENSEA, FSP0) travaillent sur ces questions. La journée d'étude qui se tiendra en 2021 à Ouagadougou portera aussi sur ce thème. L'ouverture de ce réseau thématique permettra de prendre du recul sur les politiques menées dans ce domaine et de valoriser l'apport des recherches scientifiques. Une troisième thématique envisagée porterait sur Durabilité et exploitation des ressources minières. Cinq des pays membres de la Chaire sont producteurs de ressources minières, notamment l'or (Canada, Guinée, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire). Des équipes de recherche existent dans les différents centres de recherche membres et plusieurs étudiants (masterants et doctorants) sont engagés sur ces terrains. Ce dernier réseau thématique contribuerait grandement à nourrir le débat public sur les questions rapidement polémiques d'exploitation minière.

- Soutien de la **production d'une recherche au Sud et sur le Sud** distincte de la littérature grise des experts, avec la relecture par les pairs. La Chaire souhaite insister lors de cette deuxième période 2022/2025 sur l'encouragement à l'écriture scientifique non seulement en pilotant des numéros spéciaux comme elle l'a fait depuis 2017, mais aussi en soutenant les chercheurs membres de la Chaire à produire et co-produire des articles publiés dans des revues reconnues internationalement, mais aussi à vulgariser leurs résultats pour toucher les publics du monde économique, politique et associatif. Ce soutien passera par l'accent mis sur les réseaux thématiques, la valorisation des journées scientifiques, la mise en place de mobilités et de résidence entre les institutions membres pour faciliter la production collective et la mise en place d'ateliers plus opérationnels à destination des publics non académiques (ateliers d'écriture pour les jeunes, tables-rondes, workshop, formation courte). Cette politique permettrait aussi de renforcer la Chaire sur le montage de projets de recherche en réponse à des appels d'offre, instituant ainsi un cercle vertueux.
- Soutien à la formation. D'ici 2025, la Chaire se fixe comme objectif d'avancer sur **son offre de formation** proposée collégalement. Forte de l'expérience numérique acquise sur le tas lors de la crise sanitaire, elle souhaite pouvoir proposer à ses étudiants des modules de formation réalisés conjointement entre plusieurs de ses membres, issus notamment des réseaux thématiques et accessibles à distance. Ces modules seraient en terme intégrés dans les cursus des différentes formations diplômantes du réseau et renforceraient l'interconnaissance entre les étudiants. Cet objectif de formation sera élargi à destination des doctorants. En effet, chaque journée d'études organisée depuis 2017 a été précédée d'ateliers doctoraux rencontrant un grand succès. Intégrant cet élément, les membres du réseau souhaitent progresser en ce sens en montant des **écoles d'étés**, potentiellement diplômantes, portant à la fois sur les thématiques travaillées par la Chaire mais aussi sur les compétences de recherche attendues de la part de jeunes chercheurs. Enfin, cet objectif de formation conduirait à appuyer les membres dans le renforcement de leurs Ecoles doctorales respectives.

⁵ Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- Renforcement de la capitalisation et de la valorisation, sous des formats mobilisant fortement **les outils numériques**, diffusant des visions et perspectives analytiques variées et appuyant résolument la recherche junior considérée comme une ressource cruciale pour les défis futurs d'un monde en transition. C'est aussi à une prise de conscience de **l'empreinte écologique** de ses activités, qu'elle entend porter son attention par une utilisation renforcée des outils numériques, notamment en collaboration avec l'AUF, sans délaisser les rencontres présentielle indispensables à la recherche et à la formation des plus jeunes.
- **Ouverture** de l'adhésion à deux à trois établissements sur la période 2022-25 avec lesquels des collaborations scientifiques et/ou pédagogiques solides sont déjà expérimentées avec au moins un des membres de la Chaire (Université Hassan II de Casablanca et CESAG Sénégal). L'exploration des possibilités pour l'affiliation d'une Université en Haïti sera relancée.
- **Consolidation et diversification** des sources de financements. La Chaire se fixe en effet comme objectif central de diversifier ses financements pour la deuxième période, en s'appuyant sur son bilan, en mobilisant les nombreux partenaires nationaux et internationaux des établissements membres et la réponse à des appels d'offres de soutiens à la structuration de réseaux académiques. Cette diversification étant considérée comme la base de sa pérennité.
- Accompagner ses membres à s'adapter au mieux aux contraintes liées à la **crise sanitaire** mondiale qui vient rendre les conditions de la recherche et de l'enseignement supérieur en Afrique encore plus difficiles. Les retours des collègues enseignants et enseignants chercheurs font état de cursus pédagogiques souvent retardés et plus largement de conditions de réalisations d'enquêtes de terrain rendus plus complexes par les contraintes sécuritaires. Un partage d'expérience sur les dispositifs mis en œuvre à l'attention du soutien des étudiants sera initié.

5.2 Objectifs spécifiques, résultats et activités escomptées

Les projets constitueront la base et le noyau dur des activités et du fonctionnement de la Chaire. Ils seront coordonnés administrativement au sein de l'IEDES-Université Paris 1 en collégialité avec les membres de la chaire autour de 4 volets liés : un volet formation, un volet recherche, un volet numérique et un volet valorisation et coédition.

Activités

Visibilité et résultats escomptés

Volet formation

- Promouvoir des collaborations entre les des formations thématiques pluridisciplinaires de type Master Etudes du développement (niveau Bac+4) et de parcours doctoraux portés par les membres du réseau ;
- Encourager une collaboration entre les curriculums des différents masters par des enseignements partagés et des mobilités enseignantes ;
- Mutualiser les connaissances et expériences pédagogiques dans le montage de modules et/ou diplômes délocalisés ou communs ;
- Soutenir des mobilités étudiantes d'un semestre (5 mois) au niveau 2^{ème} année de doctorat par l'attribution de bourses d'étude et de terrain, la facilitation des stages et d'opportunités de volontariat ;
- Soutenir la valorisation de travaux de M2 susceptibles de poursuivre en cursus doctoral

- Instruire annuellement le prix de mémoire de niveau Master 2 d'un des établissement membre
- Inciter le co-encadrement d'au moins une dizaine de mémoires de Master, valorisés sur le site internet de la Chaire, et dont les meilleurs pourront être édités dans les *Working Papers* des membres du réseau.
- Partager les méthodes pédagogiques et faire connaître au sein de la Chaire les modalités et critères de constitution solides de candidatures

Volet recherche

- Encourager sur le site de la Chaire des projets de recherche conjoints dans la perspective d'un réseau international de compétences scientifiques ;
- Soutenir la recherche de haut niveau
- Organiser des événements multi-acteurs conjoints : écoles doctorales, ateliers multi-acteurs, journées d'études, afin de renforcer la capacité prospective de la Chaire ;
- Favoriser les relectures des textes scientifiques et appui à la constitution d'une collection de working papers
- Faciliter la rédaction d'articles scientifiques de jeunes chercheurs afin de renforcer la capacité de publication des membres du réseau.

- Valoriser une dizaine d'initiatives conjointes dont les réseaux thématiques sur le site internet de la Chaire et sur un espace interactif ;
- Instruire les années 2 et 4 le Prix Sud de la recherche innovante remis par un comité scientifique international soutenu par les partenaires institutionnels du réseau ;
- Assurer annuellement la remise de la Bourse jeunes chercheurs à des doctorants inscrits dans les établissements membres pour soutenir les travaux de terrain ou récoltes de données,
- Organisation de deux journées ateliers doctoraux (méthodologies, conceptualisation et organisation des présentation-) en amont de la tenue de la JE annuelle.

Activités	Visibilité et résultats escomptés
<p>Volet numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter les échanges et partages de travaux scientifiques par les outils numériques • Concevoir et diffuser de nouveaux formats d'enseignements (modules professionnels, enseignements numériques) et outils numériques de recherche ; • Mutualiser les compétences en termes de gestion, de suivi et d'animation pédagogique des offres de formation à distance, des inscriptions à l'organisation des examens ; • Assurer la visibilité des offres de formations et travaux francophones des laboratoires des membres sur les réseaux sociaux internationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Animer et développer le site internet de la Chaire en renforçant son caractère interactif sur le modèle <i>Knowledge hub</i> pour capitaliser les différentes activités menées • Partager 4 modules d'enseignement à distance construit en équipe et validé par un certificat commun ; • Capturer et monter sur un format numérique dynamique de 20' les communications des workshops et les mettre en ligne sur un espace collaboratif permettant commentaires, questions et débats ; • Compléter la cartographie des diplômés et des institutions académiques membres de la Chaire et plus largement de l'aire francophone ;
<p>Volet édition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dynamiser les revues et mettre en réseau les dispositifs de diffusion (sites internet, brochures, newsletters, dépliant, ...); • Favoriser les projets de coédition, valorisant les points de vue croisés et analyses basées sur des travaux empiriques, avec mobilisation notamment de la Revue internationale des études du développement, de la collection Monographies Sud-Nord et des éditions des membres de la Chaire ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Produire 2 numéros spéciaux au sein des revues membres du réseau ; • Publier au sein de l'une des revues du réseau les articles des jeunes chercheurs et enseignants chercheurs ayant bénéficié d'un atelier doctoral de la Chaire • Assurer la publication annuelle d'au moins 1 article co-écrit par des membres de la Chaire et signés comme tels au sein des revues membres du réseau.

5.3 Calendrier

	2022		2023		2024		2025	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
FORMATION								
Bourses d'études et de terrain	X		X		X		X	
Prix de mémoire Master 2		X		X		X		X
Mise en cohérence de 8 modules Masters		X						
Mise en ligne du certificat d'enseignement à distance			X	X	X	X	X	
Actualisation base de données et cartographie des formations et diplômés	X	X	X	X	X	X	X	X
NUMERIQUE	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Actualisation et animation de la plate-forme numérique	X	X	X	X	X	X	X	X
Présence sur les réseaux sociaux	X	X	X	X	X	X	X	X
Montage captation numérique des Journées d'études	X		X		X		X	
RECHERCHE	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Ateliers doctoraux		X		X		X		X
Journées d'études IN		X		X		X		
Prix Sud de la recherche innovante		X				X		
Constitution et animation de réseaux thématiques suivis d'un ou plusieurs ODD	X	X	X	X	X	X	X	X
PUBLICATIONS	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Réseaux des revues francophones sur le développement			X	X	X	X	X	X
Publication d'articles scientifiques soutenus par la Chaire				X		X		X



6. Liste des annexes

Annexe n°1 : Appel à communication : Colloque international « *Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ?* » Bordeaux, 11 et 12 septembre 2017

Annexe n°2 : Appel à communication : Journée d'étude internationale « *Problématique foncière et perspectives de développement durable : quels défis pour l'Afrique ?* », Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry Guinée, le lundi 4 juin 2018

Annexe n° 3 : Appel à communication : Journée d'étude internationale « *Genre, inégalités et violences en Afrique* », École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée, le vendredi 21 juin 2019

Annexe n° 4 : Appel à communication : Journée d'étude internationale « *Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique* », Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso

Annexe n° 5 : Tableau récapitulatif des thèses en cours soutenues par la Chaire 2017-2019 des jeunes doctorants

Annexe n° 6 : Tableau récapitulatif des mémoires soutenus par la Chaire 2017-2019 des jeunes mémorants

Annexe n° 7 : Graphiques analytiques « *Les jeunes, acteurs des défis partagés du développement : une appropriation des Objectifs du Développement Durable depuis 2017* »

Annexe n° 8 : Appel à candidature Prix Sud de la Recherche Innovante 2019 – avec l'appui de l'IRD, l'AFD, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères

Annexe n°9 : Prix Sud de la Recherche Innovante - Résumé du projet du programme de recherche « *Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo* »

Annexe n°1 : Appel à communication : Colloque international « Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? » Bordeaux, 11 et 12 septembre 2017

Chaire UNESCO « Formation de professionnel/les de développement durable » (Université Bordeaux Montaigne - LAM) et Chaire UNESCO « Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir » (Paris 1 - IEDES)

Ce colloque international est organisé par l'UMR Les Afriques dans le Monde (LAM) (IEP Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne) et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne et IRD) et le GRET. Il se tiendra les 11 et 12 septembre 2017 à Bordeaux. Cet événement célèbre également le 15^e anniversaire de la Licence professionnelle « Chargé-e de projets en solidarité internationale et développement durable » portée par la Chaire UNESCO de l'Université Bordeaux Montaigne (STC/IATU).

Vingt ans après la vague de professionnalisation que connaissent les secteurs de l'aide internationale, ce colloque vise à faire un point sur les évolutions et mutations intervenues depuis lors, tant en ce qui concerne les types d'acteurs institutionnels et/ou individuels, leurs logiques d'engagements et leurs modes d'action et plus largement sur leurs pratiques professionnelles. Plusieurs travaux ont traité de ces questions, qu'il s'agisse de travaux sur l'histoire de l'aide (Atlani-Duault et Vidal, 2009 ; Ryfman , 2012 ; Barnett, 2011) ou des institutions (Brodiez, 2006 et 2009), ou encore, de la socio-anthropologie s'intéressant aux parcours des acteurs de l'aide, aux logiques et tensions liées à leur professionnalisation (Dauvin et Siméant, 2002 ; Mosse, 2011 ; Fechter et Hindman, 2011).

L'ambition de ce colloque est aussi de décrypter quelques pistes d'inflexions, de compléments, d'évolution des filières et dispositifs de formation (initiale mais aussi continue) préparant aux missions de plus en plus complexes confiées aux acteurs de l'aide et ce, pour alimenter la nécessaire approche réflexive des milieux professionnels sur eux-mêmes.

La déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide publique au développement (Doucouliagos et Paldam, 2009 ; Guillaumont et Wagner, 2013) et le passage aux OMD, puis aux ODD ont modifié le paysage dans lequel ces acteurs interviennent et interagissent. L'évolution de la nature des financements les a poussés à renouveler leurs modes de fonctionnement et leurs partenariats (Johansson et al., 2010 ; Elbers et Arts, 2011 ; Krätli, Monimart et al., 2014), en tendant vers une « diplomatie économique ». La complexification des enjeux géopolitiques des pays et territoires d'interventions, que ce soit en matière de développement ou d'urgence, modifie en profondeur les représentations, motivations et pratiques de travail. Les profils des acteurs ont changé ; on constate par exemple la place grandissante des gestionnaires et des financiers, la montée en puissance des professionnels nationaux/ales (liée à la structuration de la société civile aux Suds) et aussi une féminisation. De nouveaux métiers ont émergé, parfois complémentaires mais aussi concurrents exigeant de nouvelles compétences et connaissances. En regard de ces mutations, on constate un redéploiement des dispositifs de formation et notamment l'émergence de formations spécifiques dans les pays d'interventions.

Différentes familles d'acteurs sont actives dans ces processus de changements. Le terme « acteur » est employé dans un sens large englobant des institutions de différentes natures : les ONG, avec leurs statuts, finalités et modèles économiques qui diffèrent selon les contextes et évolutifs dans le temps (concentration, internationalisation, ONG-entrepreneur, partenariat avec secteur privé,...) ; les bailleurs publics « classiques » et les nouveaux venus du secteur privé (business social, économie sociale et solidaire, fondations d'entreprises,...) ;

mais aussi les individus qui composent ces acteurs institutionnels ou qui s'engagent individuellement ou en petits groupes dans la coopération et la solidarité internationales, en tant que professionnel.les ou bénévoles. Au cœur de l'approche « acteur » se situent les ressources humaines dont les compétences évoluent sans cesse, pour s'adapter aux contextes changeants. L'évolution des métiers entraîne une évolution des formations, ainsi que des modes d'acquisition, de renforcement et d'adaptation des connaissances et compétences. Les acteurs seront analysés dans leur diversité, en intégrant les enjeux de leurs statuts très divers (salarié.e, bénévole, volontaire, expert.e, stagiaire, ...) et souvent variables dans le temps, en passant par la question de la reconnaissance de différents types de métiers de la coopération et la solidarité internationales.

Pour apporter un éclairage sur ces changements en cours, le colloque s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire. Il sollicite des contributions mobilisant des concepts et outils forgés dans les disciplines telles que les sciences politiques, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, les sciences de l'éducation, l'économie, mais aussi les sciences de l'ingénierie mobilisées dans ces milieux professionnels. Une place importante sera accordée aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationales qui seront partie prenante aux échanges sur ces questionnements scientifiques. Le colloque souhaite croiser des résultats de travaux de recherches et recherches-actions, en restant vigilant.es sur les interactions avec la formation des acteurs. L'objectif est de rassembler et faire dialoguer des acteurs de la recherche, de l'aide internationale et de la formation autour de trois axes non exclusifs les uns des autres, qui sont :

Axe 1 – Comment agir en acteur de changement ? La transformation des profils des praticiens est en partie impulsée par l'introduction d'approches

« projets » plus participatives et processuelles, par l'émergence de démarches réflexives de capitalisation d'expériences, et enfin, par des partenariats de plus en plus fréquents avec le monde de la recherche, notamment en sciences sociales. La critique de l'approche projet qui prétend pouvoir « prédire » l'évolution d'un projet et de ses effets sur toute sa durée continue à être étudiée (Garnaud et Rochette 2012, Brière et Proulx 2013, Tsayem Demaze, 2013) ; elle pointe les limites de ce modèle prédominant. Dans le même temps, les approches dites participatives dans toutes leurs déclinaisons se déploient, en proposant de modifier la position de l'acteur. Ce dernier n'est plus seulement amené à mettre en œuvre des projets, mais se voit aussi confier la charge d'accompagner l'émergence d'une vision « locale » des changements souhaités et d'appuyer la co-conception de solutions appropriées, en mobilisant des parties prenantes très diverses. L'engouement pour les approches participatives s'est accompagné d'une lente prise de conscience des risques de reproduction, voire de renforcement d'inégalités locales à l'intérieur des processus participatifs pilotés, voire imposés de l'extérieur. Ainsi, émergent de manière concomitante, d'un côté, les critiques à l'endroit des « transferts de normes occidentales » et de l'autre, une approche par les droits pensés comme universels. Dans ce contexte, les « approches orientées changement » ont fait leur entrée pour (re)mettre le projecteur sur les jeux d'acteurs et la dimension processuelle d'un projet (F3E, 2016). Dès lors, la question de la gestion des connaissances et de la capitalisation des expériences revêt des enjeux renouvelés pour des acteurs appelés à devenir et rester « apprenants », dans une posture de transmission, mais aussi de réciprocité. Enfin, chercheur.es et connaissances scientifiques sont fréquemment mobilisés dans l'accompagnement, le montage, ou l'évaluation de projet et de protocoles de recherches-actions (Lavigne Delville, 2016). Au travers de ces outils, méthodologies, démarches et partenariats, quelles nouvelles compétences sont aujourd'hui requises aux praticiens de l'aide internationale pour agir comme « acteurs du changement » ? Comment saisir ces « nouvelles » méthodologies, l'évolution de l'une à l'autre et leur influence sur le rôle des acteurs ? Dans quelles mesures, l'exercice de capitalisation et son apprentissage modifient-ils leurs savoirs et leurs pratiques ? Quel dialogue, quelles appropriations mutuelles et

quelles collaborations entre les praticien.nes de l'aide et le monde de la recherche ?

Axe 2 – Quels processus de professionnalisation ? : Nombres d'acteurs de l'aide internationale trouvent leurs origines dans des engagements missionnaires, militants, caritatifs, ou politiques (Maietta, 2015). Cet axe entend observer la reconfiguration de ces raisons et modes d'interventions (Cumming, 2008, Hailey 2000) et notamment de la part de nouveaux acteurs « hybrides » : ONG bureaux d'études, bureaux d'études coopératifs, entreprises sociales et solidaires, ONG entreprises qui ajoutent une dimension marchande à l'équilibre entre professionnalisme et militance. Les coopérations décentralisées ont, elles aussi, beaucoup changé et deviennent de véritables politiques économiques et stratégiques de la part de collectivités territoriales soucieuses de se construire une visibilité ; à cette tâche est mobilisée un personnel hétéroclite, de formation, de trajectoires professionnelles et de statuts divers. On interrogera ici les contours et dynamiques de ces processus de professionnalisation et la constitution formelle ou informelle de métiers qui en découlent. L'axe s'inscrit dans le prolongement des analyses existantes sur ces thèmes (*Revue Tiers Monde*, 4/2004, McCusker 2008, Saurugger et Eberwein 2009, Buth 2011, Le Naëlou 2013). Il s'agit de voir comment les changements socio-institutionnels intervenus au nom de l'efficacité et de l'efficacite ou suite à d'autres ruptures orientent le processus de professionnalisation. Comment ont évolué ces processus ? Quels effets ont-ils aux niveaux individuel, organisationnel, voire structurel ? Quels nouveaux profils d'acteurs, professions et compétences la professionnalisation produit-elle ? Comment modifie-t-elle les modalités des engagements des professionnels (bénévoles, volontaires, salarié.es, expert.es, élu.es, agents publics, chercheur.es, etc.) ? Comment les acteurs s'ajustent-ils aux difficultés et contraintes ? Comment cette professionnalisation se diffuse-t-elle entre pays des Suds et Nords ? Et quels en sont les effets sur le « marché » de l'aide internationale ?

Axe 3 – Quels enjeux pour la formation ? Le colloque entend intégrer aux réflexions sur les mutations des missions, structures et motivations d'agir, une attention à la question des formations à des métiers de plus en plus complexes. Il s'agira de revenir sur les nouvelles compétences visées par les fonctions d'agent de changements, voire de transformations sociétales, de « pilote » de processus participatifs, sachant intégrer les enjeux interculturels et politiques, tenir compte des inégalités de genre, de l'intersectionnalité, (Ordioni 2005). Se pose aussi la question de l'équilibre entre ces compétences techniques, celles liées aux démarches linéaires de cycle de projet, et leur quantification codifiée par les bailleurs de fonds et les compétences qui répondent à la complexité des processus en cours. Et sur un autre plan, on s'interroge sur les orientations des formations initiales, alors que l'expatriation semble être pour beaucoup – parfois ou par défaut – une étape dans une carrière plus longue et tournée davantage vers le local. Quelles transmissions, et pour quels enjeux techniques, sociétaux, environnementaux, globaux ? Comment former des « catalyseurs de changement », des professionnel.les apprenant.es qui entendent assurer une démarche de réciprocité ? Comment le numérique, tels que les MOOC (*massive open online course*) modifient-ils les processus de formation aux métiers de l'aide internationale ? Comment professionnaliser les militant.es ? Comment entretenir l'engagement dans la formation de professionnel.les ? Comment les ONG, les réseaux multi-acteurs et d'autres organismes prennent en compte ces évolutions dans leurs pratiques de formation ?

L'intention est de croiser des recherches sur les enjeux des formations dans différents contextes, concernant des formations initiales et continues, académiques et/ou professionnelles, aux Nords et aux Suds géopolitiques, mais aussi celles virtuelles qui dépassent les ancrages territoriaux et font face à d'autres enjeux.

Calendrier

Date limite pour réception des propositions de communication : 3 mai 2017 Réponse au plus tard au 24 mai 2017 après examen par le conseil scientifique Date limite pour l'obtention des communications : 31 août 2017

Publication des actes : 2018-2019 1

Les propositions de communication comporteront les éléments suivants :

Auteur-es, fonction, affiliation institutionnelle Titre & résumé (environ 500 mots)

Envoi avant le 28 avril à Elisabeth HOFMANN elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr, Anne LE NAELOU anne.Le-Naelou@univ-paris1.fr et François ENTEN enten@gret.org

Conseil scientifique

- Véronique ANDRE-LAMAT, MCF, PASSAGES / UBM
- Jean-Philippe BERROU, MCF, LAM / IEP
- Jean-Etienne BIDOU, IFREE (chercheur émérite) Cécile BROUTIN, MCF associée, LAM / UBM Bernard CALAS, PR, UBM / LAM
- Odile CASTEL, MCF, Université Rennes 1
- Rohen D'AIGLEPIERRE, Chargé de recherches, AFD Dominique DARBON, PR, LAM/IEP
- François DOLIGEZ, Agro-économiste, IRAM
- Isabelle DROY, Chargée de recherche, IRD, UMI Resiliences François ENTEN, Responsable animation scientifique, GRET Jean-Philippe FONTENELLE, Bordeaux Sciences Agro
- Claire GONDARD-DELCROIX, MCF, UB/Gretha Elisabeth HOFMANN, MCF, LAM/UBM
- Alain KIYOUNDOU, MCF, Mica/UBM
- Anne LE NAËLOU, MCF, IEDES/Université Paris1 Panthéon-Sorbonne Kamala MARIUS, MCF (HDR), LAM / UBM
- Marie MELLAC, MCF, PASSAGES / UBM
- Sadio SOUKOUNA, sociologie politique, post doc, UMR Développement et Sociétés (IRD-PA) Delphine VINCENOT, F3E / doctorante au LCSP de Paris 7
- Rodolphe WAMBA, PR, Université de Yaoundé⁶

Bibliographie

- Atlani-Duault L. et Vidal L. 2009, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement*, Paris : Armand Colin.
- Barnett M. N., 2011, *Empire of Humanity : A History of Humanitarianism*, Ithaca & London : Cornell University Press.
- Brière S. et Proulx D., 2013, « La réussite d'un projet de développement international : leçons d'expérience d'un cas Maroc- Canada », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 1 (79), 171-191.
- Brodriez A., 2006, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris : Presses de Sciences Po. Brodriez A., 2009, « Entre social et humanitaire : générations militantes à Emmaüs (1949-2009) », *Le Mouvement Social*, 227, 85-100.
- Buth V., *Professionalisation of NGOs: Friend or Foe of Grassroots Representation?*, communication de colloque, <https://ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/e727a8d0-557d-486e-8922-af563929f245.pdf>
- Dauvin P. et Siméant J., 2002, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po. Doucouliagos H. and Paldam M., 2009, « The Aid Effectiveness Literature: the sad Results of 40 Years of Research ». *Journal of Economic Surveys*, 23 (3), 433-461.
- Elbers W. et Arts B., 2011, « Comment joindre les deux bouts : les réponses stratégiques des ONG du Sud aux conditions imposées par les bailleurs de fonds », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 177 (4), 713-732.
- F3E, 2016, *Les approches orientées changements. Animer un atelier « visions et chemins de changement. Retours d'expériences issues du programme PRISME*, http://f3e.asso.fr/media/transfer/doc/guide_prisme_f3e_2016_v2.pdf.
- Fechter A.-M. et Hindman H., 2011, *Inside the Everyday Lives of Development Workers, The challenges and Futures of*

⁶ Une sélection des communications de ce colloque pourra constituer la base d'un numéro thématique conjoint de la revue *Politique Africaine* éditée par le LAM et Karthala et de la *Revue internationale des études du développement* (anc. *Revue Tiers Monde*) éditée par de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (horizon début 2019)

Aidland, Sterling : Kumarian Press.

- Garnaud B. et Rochette J., 2012, « Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc) ». *Revue Tiers Monde* 211, 169-188.
- Guillaumont P. et Wagner L., 2013, « L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays », *Revue d'économie du développement*, 4(21), 115-164.
- Johansson K.E.V., Elgström O., Kimanzu N., Nylund J-E. and Persson R., 2010. *Trends in Development Aid, Negotiation Processes and NGO Policy Changes*. *Voluntas* 21 (3), 371-392.
- Krätli Saverio, Monimart Marie, Jalloh Blamah, Swift Jeremy, Hesse Ced, 2014, « Accompagner la mobilité pastorale au Tchad. Construction d'un modèle innovant d'intervention pour le développement », *Afrique contemporaine*, 1(249), 69-82.
- Lavigne Delville P., 2016, *Socio-anthropologue dans une organisation non gouvernementale. Réflexions autour d'une pratique au sein du Gret, Nogent-sur-Marne, Gret, Coopérer aujourd'hui n°78*.
- Le Naëlou A, 2013, « Parcours de jeunes diplômés dans le champ du développement : miroirs d'un secteur qui change », *Sociologies pratiques*, 2 (27), pp. 43-57.
- McCusker M., 2008, *The politics and micro-politics of professionalization : an ethnographic study of a professional NGO and its interface with the state*, Thèse de doctorat, Stellenbosch University.
- Maietta M., 2015, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », *Revue internationale et stratégique*, 2015/2 (n° 98)
- Mosse D., 2011, *Adventures in Aidland : The anthropology of professionals in international development*, New York, Oxford : Bergham Books.
- Odioni N., 2005, « L'approche genre, outil de développement ou dispositif idéologique ? » In *Quels acteurs pour quels développements*, Paris : GEMDEV et Karthala.
- Ryfmann P. 2012, version actualisée 2016, *Une histoire de l'humanitaire*, Paris, La Découverte.
- Saurugger S. and Eberwein W.D., 2009, *Professionalization and Participation. NGOs and global participatory democracy ? A Research Agenda*, Communication de colloque, International Political Science Convention, Santiago di Chile.
- Tsayem Demaze M., 2013, « Les retombées du 'Mécanisme pour un Développement Propre' pour les pays en développement : une faible réception de technologie et un développement durable vague », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 262, 247-

Annexe n°2 : Appel à communication : Journée d'étude internationale « Problématique foncière et perspectives de développement durable : quels défis pour l'Afrique ? », Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry Guinée, le lundi 4 juin 2018

Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir.

1. Contexte et problématique

Cette journée d'étude internationale marquera le lancement des activités de la Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir. Cette Chaire regroupe six (6) membres fondateurs : l'IEDES-Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le Centre d'Etude de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)-Belgique, l'Ecole de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa-Canada, l'Ecole nationale supérieure de statistiques et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan-Côte d'Ivoire, l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Ouaga 1, Pr Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso et l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (GLC-SC)-Guinée.

Les six partenaires poursuivent les mêmes objectifs communs : une pratique partagée de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et les défis de la mise en œuvre des ODDs, la diffusion des travaux et résultats au bénéfice des étudiants, jeunes chercheurs et professionnels d'un réseau francophone ouvert sur les études de développement, l'activation de la mobilité des étudiants et des enseignants pour renouveler les formes de partenariat Nord/Sud, le rayonnement des activités de la Chaire dans le monde des politiques pour faire connaître la richesse et diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone et soutenir la recherche sur les Suds, aussi le soutien apporté aux jeunes chercheurs pour une pratique innovante de la recherche sur le développement.

Les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur première journée d'études sur la problématique foncière, qui aura lieu en Guinée-Conakry le lundi 4 juin 2018.

2. La problématique foncière en Afrique : l'exemple de la Guinée

Comme la plupart des Etats africains, la question foncière préoccupe le gouvernement guinéen tant le problème freine la mise en oeuvre des politiques publiques de développement dans ce pays doté pourtant de potentialités naturelles exceptionnelles. Après plus de 50 ans d'indépendance du pays, la gestion foncière et domaniale reste problématique : les pouvoirs publics ont perdu le contrôle sur une bonne partie de leur patrimoine public foncier et immobilier. De nombreuses attributions et affectations foncières s'effectuent de manière occulte en dehors de l'intérêt public. Des pratiques méconnaissant totalement les règles du droit de propriété et les normes de l'urbanisme et de l'habitat. C'est la loi du plus fort, celle de la puissance publique (généralement utilisée au nom de l'Etat mais au profit des personnes privées) qui l'emporte le plus souvent avec le phénomène diversement qualifié aujourd'hui d'accaparement des terres, d'appropriation à grande échelle ou de dépossession foncières. Il existe, par ailleurs, très peu de parcelles occupées dotées de titres de propriété absolus et inattaquables. La cohabitation ou la confusion entre le droit dit légal et le droit dit coutumier ne facilite pas non plus une gestion transparente du foncier en Guinée. L'urbanisation accélérée entre aussi en jeu freinant le développement agricole notamment dans les zones périurbaines ou d'extensions urbaines. Ce processus remet en cause les frontières traditionnelles établies entre zones rurales et zones urbaines. Au-delà de ces réalités et pratiques sociales, la gestion administrative du foncier et des ressources naturelles reste aussi complexe qu'hétéroclite. Plusieurs dispositifs juridiques et

institutionnels se superposent ou se cloisonnent en rendant inefficaces les services fonciers éclatés de l'Etat. La Guinée est confrontée actuellement aux problèmes de fiabilité des titres de propriété, des appropriations abusives et anarchiques, de transactions foncières et immobilières occultes, de contentieux fonciers récurrents, d'opérations d'expulsions, de déguerpissement, d'expropriation pour cause d'utilité publique sans indemnité ni reclassement.

Les pouvoirs publics, les sociétés comme les particuliers éprouvent de nombreuses difficultés à trouver ou à récupérer des terrains permettant d'impulser le développement urbain et rural. La superposition de stratégies d'acteurs internes et externes, la multiplicité de cadres règlementaires et un cloisonnement institutionnel des services techniques qui sont sensés l'instruire, constituent aujourd'hui un défi de développement.

Les éléments de cette question foncière ne concernent pas que la Guinée ; elle est à l'oeuvre dans nombres d'autres régions en Afrique que cette Journée d'études internationale entend contribuer à documenter et à analyser. Cette thématique fera également l'objet du numéro spécial (n° 239-2019-3) de la Revue Internationale des Etudes du Développement, consacrée aux « Dépossessions foncières et stratégies d'acteurs en milieu rural » et propose d'analyser des cas de dépossessions foncières dans toutes les régions du monde, en milieu rural comme urbain, à grande ou à petite échelle. Les contributeurs et contributrices à la journée d'étude, qui le souhaitent, pourront soumettre leur texte qui sera instruit selon les dispositions classiques en vigueur (double lecture anonyme).

3. Objectifs de la journée d'études

Il s'agit principalement de saisir l'actualité du phénomène d'accaparement des terres dans les pays en développement en Afrique sur ces dernières années, dans toutes ses dimensions écologiques, économiques, politiques et sociologiques. Les contributions s'attacheront à saisir les relations qui s'instaurent entre acteurs protagonistes, tantôt complémentaires (agencements, arrangements, compensation), tantôt concurrentes et conflictuelles (résiliences et mouvements de résistance des acteurs locaux). Les analyses de cas en contexte rural seront privilégiées.

Les contributions attendues pourront aborder ces différentes dimensions à partir de différentes disciplines (anthropologie, économie, histoire, science-politique, sociologie, écologie ou science de l'environnement).

Elles peuvent proposer des études de cas à partir de recherches empiriques et/ou des réflexions plus théoriques, par exemple sur les modes/répertoires d'action, les orientations idéologiques et stratégiques des acteurs, les rôles des corps intermédiaires et syndicaux et/ou les diverses formes de mobilisation des territoires et de leurs acteurs.

4. Date et lieu

Lundi 4 juin 2018, Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry, Guinée

5. Calendrier

- Date limite de réception des propositions de communication : 23 avril 2018
- Réponse aux auteur-e-s présélectionnés : lundi 7 mai 2018 après examen par le conseil scientifique
- Date limite de réception des communications définitives : 15 mai 2018 Retour ligne automatique
- Les propositions de communication comporteront les éléments suivants :

- Auteur-e-s, fonction, affiliation institutionnelle
- Titre & résumé (environ 500 mots)
- Envoi avant le 23 avril à traoremed5 chez gmail.com, moustaphadiop chez uglcsnfononia.org, et iedes chez chaireunescodefisdev.org

6. Conseil scientifique

- Djenabou Baldé, professeure en sciences de l'éducation à l'ISSEG (Institut supérieur des sciences de l'éducation de Guinée)
- Sylvie Capitant, maître de conférences en sociologie, responsable du parcours Développement local : acteurs, mobilisations et territoires du Master mention Etudes du développement, IEDES – Paris 1
- Solo Condé, secrétaire général de la Commission nationale guinéenne pour l'UNESCO
- Moustapha Keïta-Diop, juriste anthropologue, doyen de la Faculté des Sciences Sociales, directeur du Master "Acteurs sociaux et développement local" (MASDEL) de l'UGLC de Sonfonia, Guinée
- Anne Le Naëlou, maître de conférences en sociologie, directrice de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Samba Traoré, professeur de droit à l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, Sénégal
- Laurence Roudart, économiste, professeure de développement agricole, Université libre de Bruxelles (ULB)

<https://chaireunescodefisdev.org/journee-d-etude-internationale-le-04-juin-a-conakry>

Annexe n° 3 : Appel à communication : Journée d'étude internationale, « Genre, inégalités et violences en Afrique », École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée, le vendredi 21 juin 2019

Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir.

Avec le concours de l'Agence française de développement, du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne -IRD)

Problématique

Alors que la réduction des inégalités basées sur le genre est pensée comme un facteur majeur de l'accélération de l'intégration des femmes au développement (voir par exemple le rapport sur le développement dans le monde 2012 : *Égalité des genres et développement*), les inégalités de genre sont à contrario considérées comme de véritables handicaps pour les pays. Le Forum économique mondial (WEF) montre dans son calcul de l'indice mondial de l'écart entre les genres à quel point ces inégalités peuvent faire reculer les IDH. Si de nombreux progrès ont été réalisés depuis le milieu des années 1990 (Plateforme de Pékin) et les engagements du millénaire (ODM 3 en 2000 et ODD 5 en 2015) tels qu'une amélioration de la scolarisation primaire des filles, ou un meilleur accès à la santé sexuelle et reproductive, un des aspects les plus préoccupants de ces inégalités est celui de la persistance des violences faites aux femmes et leur impact sur leur participation à la vie sociale, économique et politique. Au-delà de la violation des droits humains, les violences fondées sur le genre sont identifiées comme un frein majeur au développement partout dans le monde. On peut d'ailleurs considérer comme faisant partie des violences les très fortes inégalités qui aboutissent à une surmortalité des filles et des femmes par manque d'accès aux soins, à l'éducation qui par voie de conséquence entraîne un moindre accès aux opportunités économiques et, à une féminisation de la pauvreté et de la faim. Les violences directes faites aux femmes sont aussi répandues, que ce soit en contexte de paix (violence domestique) ou durant des périodes de conflit (viols comme armes de guerre, etc.) et elles sont reconnues comme plus vulnérables en situation de déplacement en raison d'un conflit. Partant de ce constat, les pays africains ont été au cœur d'initiatives pour reconnaître et répondre à cette problématique (tel que par exemple le traitement judiciaire du viol dans les conflits qu'a connu le continent dans les années 1990), à travers de nombreux textes internationaux et régionaux. Des actions diverses sont également entreprises par certains gouvernements pour éradiquer ce phénomène, en s'attaquant entre autres aux inégalités structurelles ou conjoncturelles souvent à sa source.

Les travaux sur les violences genrées en Afrique les plus mis en avant sont ceux qui portent sur les violences produites dans la sphère domestique ou encore sur les processus internationaux de reconnaissance de ces formes de violence (Résolution 1325). Il reste beaucoup à faire sur les violences genrées dans des sphères comme les milieux professionnels, ou ceux où sont exercés les activités génératrices de revenus, sur les violences subies dans l'espace public, pendant les études, ou encore à grande échelles lors de conflits armés. Ces violences concernent tout particulièrement les femmes et jeunes filles qui développent une autocensure pour l'accès et la participation à certains espaces de la vie sociale, économique et politique, contrecarrant des activités menant à leur autonomisation. À l'inverse, dans certains cas, la violence rattachée aux conflits armés, et tout particulièrement ses suites, s'est avérée selon certains un tremplin pour la remise en question des rôles de genre plus traditionnels – quoique le débat quant à la profondeur et la pérennité de ces transformations demeurent.

Connaître l'ampleur, les causes, les contextes de production, les raisons de la persistance, et les conséquences des violences basées sur le genre est important pour mieux comprendre le phénomène, l'analyser et ainsi le prendre en compte dans la définition des programmes qui visent l'égalité de genre, plus particulièrement ceux qui sont destinés à l'autonomisation des femmes, et contribuer à l'adoption de législations appropriées dans les pays.

Un axe fort mais non exclusif de la Journée d'étude internationale portera sur la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique ou encore fondée sur le sexe qui peut être définie comme toute forme de violence dirigée contre une personne du fait de son identité sexuelle, ou qui affecte de manière disproportionnée des individus d'un sexe donnée. Parce que dans toutes les sociétés du monde, elle affecte principalement les femmes et les filles, la CEDEF/CEDAW recommande l'utilisation de la terminologie "violence à l'égard des femmes fondée sur le genre" afin de mettre en évidence le fait que cette violence prend racine dans les rapports sociaux de sexe inégaux qui font de la femme une subordonnée. Les violences fondées sur le genre étudiées ici peuvent être de tout type : physiques (y compris les mutilations génitales féminines), émotionnelles, morales, sexuelles et elles comprennent le harcèlement. On y inclura également les pratiques qui visent à (ou ont pour effet de) (re)mettre en cause la sécurité matérielle des femmes, telles que les violences économiques en général, et celles subies en cas de déstabilisation de la cellule familiale (répudiation, divorce, polygamie), et les violences juridiques liées à des inégalités contestées (héritage, propriété) mais institutionnalisées par les lois. Les violences basées sur le genre ne sont pas limitées aux femmes. Elles peuvent affecter également toute personne qui semble ne pas remplir les stéréotypes de présentation de soi liées à leur identité sexuelle présumée. Ainsi les communications portant sur les violences basées sur le genre concernant les LGBTI en Afrique seront également bienvenues.

Avec des entrées disciplinaires relevant des sciences économiques et sociales, portant sur les contextes africains, et si possible faisant un lien avec les réformes en cours, les communications s'inscriront selon une perspective macro et/ou micro dans certains des sujets suivants :

- Les processus de différenciation et de construction des catégories sociales et de genre permettant de mieux saisir la complexité des phénomènes discriminatoires ;
- Les liens entre inégalités et violences fondées sur le genre ou encore la violence genrée ;
- Les représentations sociales des violences fondées sur le genre ;
- Les méthodologies novatrices de collecte de données sur les violences basées sur le genre en général, et celles faites aux femmes en particulier dans des contextes où elles peuvent ne pas être déclarées ;
- Les liens entre les violences genrées et en particulier faites aux femmes et la santé mentale et physique ;
- Les conséquences des violences genrées sur les participations aux différentes sphères de la vie sociale, politique et économique et aux espaces publics ;
- Le traitement social des violences genrées et la prise en charge des victimes : recours dans la sphère traditionnelle ou au niveau juridique moderne ;
- Les réponses institutionnelles aux violences basées sur le genre (ex. au niveau sanitaire, juridique) ;
- Les angles ou acteurs négligés des récents efforts de reconnaissance des enjeux de la violence faite aux femmes et de nature genrée.

Date et lieu

Le **vendredi 21 juin 2019**, à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (ENSEA), Avenue des Grandes Ecoles, Cocody 08 BP 03 Abidjan 08, Côte d'Ivoire.

Cette journée sera précédée le **jeudi 20 juin** d'un atelier Jeunes Chercheur.e.s pour discuter des travaux en cours sur le thème Genre, inégalités et violences en Afrique sur inscription. Pour plus d'informations sur les modalités d'inscription, cliquez [ici](#).

Calendrier

- Date limite de réception des propositions de communication : dimanche 28 avril 2019 minuit
- Réponse aux auteur.e.s présélectionné.e.s : jeudi 8 mai 2019 après examen par le conseil scientifique
- Date limite de réception des communications définitives : lundi 3 juin 2019 minuit

Les propositions de communication comporteront les éléments suivants :

- Auteur.e.s, fonction, affiliation institutionnelle
- Titre & résumé (environ 500 mots)
- Envoi avant le **28 avril** minuit à l'adresse iedes@chaireunescodefisdev.org, en indiquant si la participation à l'atelier Jeunes Chercheur.e.s est souhaitée (sous réserve de places disponibles).

Pour plus d'informations sur la Journée d'étude internationale, veuillez consulter le document de l'appel à communication ci-associé.

<https://chaireunescodefisdev.org/appel-a-communication-journee-d-etude-internationale-2019>

Annexe n° 4 : Appel à communication : Journée d'étude internationale, « Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique », Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP)/Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso

Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir

Avec le concours de l'Agence française de développement, du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne -IRD)

1. Contexte

La Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir organise une troisième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle. Cette Chaire regroupe le Centre d'Etude de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)-Belgique, l'Ecole de développement international et mondialisation (EDIM) de l'Université d'Ottawa-Canada, l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan-Côte d'Ivoire, la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako-Mali, l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-France, l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou-Burkina Faso et l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGLC-SC)-Guinée.

Les sept partenaires poursuivent ces objectifs communs :

- une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et sur les défis de la mise en oeuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- l'activation de la mobilité des étudiant.e.s et des enseignant.e.s pour consolider et encourager de nouvelles formes de partenariats.
- le rayonnement des activités de la Chaire pour faire connaître la richesse et la diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international et soutenir la recherche sur et avec les Suds,
- le soutien apporté aux jeunes chercheur.e.s pour une pratique innovante de la recherche sur le développement.

Voir plus de détails sur la Chaire : www.chaireunescodefisdev.org

Pour 2020, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur Journée d'étude internationale annuelle à la problématique Populations, enjeux de développement et crises sécuritaires en Afrique. Cette journée se tiendra à Ouagadougou le 29 mai 2020.

Elle sera précédée les mercredi 27 et jeudi 28 mai d'un atelier Jeunes Chercheur.e.s de 2 jours pour approfondir conceptuellement et méthodologiquement les travaux en cours sur le thème de la Journée d'étude et renforcer les compétences des jeunes chercheurs en matière de valorisation et de publication.

L'événement a depuis la publication de l'appel à communications été reporté à juin 2021.

2. Problématique

Les crises sécuritaires dans les pays du Sahel et les situations d'urgences humanitaires qu'elles engendrent sont à l'agenda de nombreuses institutions internationales et nationales. Ces crises soulèvent de nombreux défis :

- ceux de l'identification de leurs facteurs multiples dans chaque contexte territorial et sociétal ;
- ceux de la compréhension de leur dynamique propre à différentes échelles de temps et d'espace ;
- ceux des effets de contagion et d'interactions négatives ;
- ceux de leur contingentement incertain et de leur résolution durable, du fait de la pluralité d'acteurs, d'intérêts, de rationalités et de légitimités.

Les dynamiques démographiques locales, nationales et sous-régionales constituent un angle mort de la recherche pour la compréhension de ces crises.

La part démographique (négligée) des crises sécuritaires

En effet, ces crises sécuritaires et leurs urgences humanitaires appellent tout particulièrement à ce que l'on comprenne les réalités des populations locales, ainsi que la manière dont ces réalités s'articulent et même contribuent à des contextes et agendas de déstabilisation.

Ces crises nous rappellent également que ces populations sont victimes de la violence engendrée par ces situations, violence qui mine leurs efforts de développement. Les crises sécuritaires de façon générale et celle que connaissent les pays du Sahel et d'autres comme le Nigéria ou le Cameroun sont favorisées par des contextes démographiques spécifiques, qu'il s'agisse d'un contexte de pauvreté et d'inégale répartition des ressources ou d'enjeux socio-économiques importants. Ces crises traduisent ainsi des dysfonctionnements multifactoriels dans les sociétés (Daouda 2011 ; Hugon 2006 ; Murshed 2002 ; Stewart 2004). L'exemple du Sahel nous rappelle que les conflits naissent parfois d'une tension liée au foncier ou à la gestion de ressources, aggravées par la détérioration des modes de gestion d'écosystèmes et par une désertification qui exacerbe les tensions écologiques. Ces conflits s'adosent également à une marginalisation des zones éloignées du centre politique, économique et décisionnel en sus d'autres facteurs géopolitiques et idéologiques. Les facteurs démographiques conjugués à des défis importants en termes de développement peuvent donc être à la fois sources et conséquences des conflits.

Le lien entre population, et tout particulièrement croissance démographique, et le conflit armé dans des contextes de précarité, inégalité et fragilité, n'est pas nouveau (Brunborg et Urdal 2005), et s'est d'ailleurs le plus souvent conjugué en lien avec les aspirations et la montée de nouvelles générations. Que l'on pense aux visions malthusiennes ou encore à certains travaux plus récents sur l'instabilité corrélée à une surreprésentation des jeunes (youth bulge) ou encore le risque décuplé de conflits sociaux lors d'un accroissement important de la population (ex. Flückiger et Ludwig 2018 ; Menashe-Oren 2020 ; Urdal 2006), les questions de démographie et d'insécurité ont été le sujet de nombreuses études, quoique souvent étudiées dans le cadre de recherches économétriques. Ces questions sont de nouveau à l'agenda avec la forte croissance démographique enregistrée depuis des décennies dans les pays africains en général et ceux du Sahel et d'Afrique centrale en particulier. Cette croissance génère de grandes inquiétudes quant à son potentiel explosif, en raison du fait que ces catégories de population délaissées et sans réelles opportunités socio-économiques constituent de possibles réservoirs pour la formation ou l'alimentation de groupes armés.

Qu'il s'agisse de l'articulation des liens entre contextes socio-économiques et crises sécuritaires ou encore de l'impact des changements démographiques sur les risques de conflits, ce lien entre populations et insécurité se conjugue avec les réalités du développement. Les conflits locaux sont liés à l'occupation de la terre, à l'insécurité environnementale, aux changements démographiques, incluant les mouvements de population. Ils contribuent ainsi à des dynamiques conflictuelles au niveau régional ou national, ou encore aux divisions inter-identitaires, de nature

religieuse par exemple. La relation entre démographie, développement et conflit, y compris ceux de nature violente, est ainsi multiforme.

Comprendre la manière dont cette relation se décline de manière concrète appelle toutefois à une exploration plus spécifique de ces réalités. La relation inverse, soit l'impact des crises sécuritaires et des conflits sur les populations et leur développement socioéconomique a également été explorée, souvent sous l'angle de l'économétrie et en termes des coûts liés au renversement du développement de la guerre.

Son articulation plus fine et le vécu spécifique de ces formes de 'développement à rebours' sont beaucoup moins abordés (Collier et. al. 2003), malgré le fait qu'il puisse, à son tour, être source d'insécurité ou de précarisation endémique. De même, les implications démographiques de ces crises, notamment les plus récentes, en termes de changements dans l'occupation de l'espace et de dynamique des populations, sont peu documentées.

3. Objectifs de la journée d'étude

Les objectifs de la journée d'étude visent à explorer de manière pluridisciplinaire, mais également à différents niveaux (local, national, sous-régional), l'expression des liens entre population, développement et crises sécuritaires, ou à l'inverse l'impact de l'instabilité sur le développement des populations. L'étude de cas concrets de l'articulation démographie-développement-insécurité est fortement encouragée. Il s'agit de faire ressortir tant la manière dont des enjeux de population et de développement contribuent aux crises sécuritaires, incluant au niveau local et national, mais également parfois au niveau régional ou sous régional, que la manière dont ces crises affectent les populations et leur développement socioéconomique. Il s'agit également de faire ressortir le rôle de différents acteurs, des populations aux différents paliers de gouvernance (municipalité, régions, État), dans le déclenchement, l'intensification ou la résolution des tensions et conflits. En appui à cette exploration des enjeux de populations, sécurité et développement, la journée se penchera également sur les questions d'approches et de méthodologies à déployer pour l'étude de ces problématiques dans le cadre de zones dites 'non sécuritaires' ou en conflit.

Les thématiques plus spécifiques par rapport auxquelles sont attendues des communications incluent :

- Liens entre dynamiques identitaires locales (ex. religieuses, idéologiques, socio-économiques) et revendication et polarisation ;
- Liens entre évolutions démographiques (locales, nationales et/ou régionales) et crises sécuritaires et conflits ;
- Liens entre conflits et inégalités socio-économiques et politico-judiciaires ;
- Les liens entre mouvements de population, insécurités environnementales et conflits ;
- Réalités urbaines et rurales des crises sécuritaires et des conflits en Afrique ;
- Gestion des enjeux démographiques locaux par les États et crises sécuritaires
- Rôle des populations dans la transmission/propagation des enjeux de conflits ;
- Conséquences des crises sécuritaires sur le bien-être des populations et leur développement socioéconomique ;
- Crises sécuritaires et santé (l'accès aux services et les menaces sur la santé notamment la santé maternelle, santé sexuelle et reproductive, ainsi que la morbidité et la mortalité)
- Crises sécuritaires et éducation (accès à l'école, menace sur les ressources humaines, déstructuration des familles et lien avec la socialisation des enfants, etc...)
- Coûts démographiques des conflits armés ;
- Crises sécuritaires et mouvements de population (enjeux, modalités, conséquences dans les zones de départ et d'arrivée) ;
- Impact sur le développement social et économique des mouvements de population dans le cadre de crises sécuritaires ;

- Réponses institutionnelles à l'insécurité et attentes des populations ;
- Défis de la recherche (accès, collecte, mesures, biais, éthique) dans les zones de conflit ou d'insécurité à grande échelle.

4. Journées d'atelier Jeunes Chercheur.e.s

Les membres de la Chaire ont conjointement décidé de faire précéder la Journée d'étude internationale annuelle par un atelier Jeunes Chercheur.e.s destiné à des étudiant.e.s de fin de master 2 et/ou des doctorant.e.s. Proposé sur le même thème que la Journée d'étude internationale, l'objectif de ces deux journées d'ateliers est double : théorique/conceptuel et méthodologique.

Il s'agira au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum) de discuter des concepts liés à l'approche travaillée et, sur la base des recherches en cours des participant.e.s, d'échanger sur les méthodologies d'enquêtes, qualitative, quantitative et mixte des sciences humaines et sociales. Les ateliers seront animés par des enseignant.e.s chercheur.e.s partenaires de la chaire. Interactifs et avec des visées de formation à la recherche, ces ateliers seront l'occasion pour de jeunes chercheur.e.s de discuter de leurs travaux et des méthodologies employées.

La participation à cet atelier se fait sur sélection de dossier à envoyer avant le jeudi 19 mars 2020 à minuit composé d'un CV et d'un résumé de la recherche en cours et/ou d'un projet de recherche à adresser à iedes@chaireunescodefisdev.org. Sur demande, des financements pourront être envisagés pour les jeunes chercheur.e.s de la sous-région.

Programme préliminaire

• Mercredi 27 mai 2020 :

Matinée : Concepts et approches conceptuelles clés en lien avec les conflits, enjeux sécuritaires de développement et les études des populations

Après-midi : Questions méthodologiques, éthiques des études en conflit, crises sécuritaires et démographie, ainsi que discussion des stratégies de communication efficaces de la recherche

• Jeudi 28 mai 2020 :

Matinée et après-midi : ateliers guidés de validation et rétroaction de la recherche des étudiants

5. Dates et lieu

- Atelier Jeunes Chercheur.e.s les mercredi 27 et jeudi 28 mai 2020, à l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso.
- Journée d'étude internationale le vendredi 29 mai 2020 à l'Institut supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo-Burkina Faso.

6. Calendrier

- Date de lancement de l'appel à communication : Jeudi 19 février 2020.
- Date limite de réception des propositions de communication : jeudi 19 mars 2020 minuit.
- Réponse aux auteur.e-s présélectionnés : vendredi 3 avril 2020 après examen par le conseil scientifique.

- Date limite de réception des communications définitives : lundi 11 mai 2020 minuit
Les propositions de communication pour la journée d'étude du 29 mai ainsi que les demandes de participation aux ateliers jeunes chercheurs du 27 et 28 mai comporteront les éléments suivants :
- Attestation de rattachement à votre université
- Titre & résumé de la communication pour la journée d'étude (environ 500 mots)/Titre & résumé de la recherche pour les ateliers Jeunes Chercheur.e.s (environ 500 mots), avec auteur.e.s, statut et fonction
- Envoi avant le jeudi 19 mars à minuit à iedes.arobase.chaireunescofisdev.org.
Sur demande, des financements pourront être envisagés pour les jeunes chercheur.e.s de la sous-région.

Membres du conseil scientifique

- Stephen Baranyi, Politiste
- Claire Brodin, Economiste
- Sylvie Capitant, Sociologue
- Marie-Eve Desrosiers, Politiste
- Moustapha Diop, Anthropologue
- Hélène Djoufelkit, Economiste
- Raïmi Fassassi, Economiste
- Gaëlle Gillot, Géographe
- Pierre Janin, Géographe
- Hugues Kouadio, Economiste
- Anne Le Naëlou, Sociologue
- Firouzeh Nahavandi, Sociologue
- Valérie Rouamba, Sociologue
- Laurence Roudart, Economiste
- Abdoul Sogodogo, Politiste
- Sadio Soukouna, Politiste
- Abdramane Soura, Démographe
- Madeleine Wayack-Pambè, Démographe

<https://chaireunescofisdev.org/appel-a-communication-journee-d-etude-internationale-ouagadougou-2020>

Annexe n° 5 : Tableau récapitulatif des thèses en cours soutenues par la Chaire 2017-2019 des jeunes doctorants

2017				
Abdelhamid Benhmade	Canada	Université d'Ottawa	Les déterminants d'engagement en matière de développement équitable et durable : Cas des coopératives de l'huile d'argan au Maroc	ODD 12
Claudia Schur	Belgique	Université Libre de Bruxelles	Le rôle de la terre dans les moyens d'existence : le cas des mouvements paysans dans le Bajo Aguan, Honduras	ODD 8
Fadia Panosetti	Belgique	Université Libre de Bruxelles	Impacts et réponses de genre à la dépossession de terre au travers de la transformation des moyens d'existence et de la résistance en Cisjordanie (Territoire palestinien)	ODD 5
Mathilde Grandgonnet	Canada	Université d'Ottawa	Identité, Pouvoir, et Négociations : les People of Indian Origin en Afrique de l'Est	ODD 10
Rémy Chhem	Canada	Université d'Ottawa	L'écologie politique des corridors de la biodiversité au Cambodge	ODD 15
Sarah De Grootte	Belgique	Université Libre de Bruxelles	Un enfant à tout prix : de la kafala traditionnelle à l'adoption sauvage au Maroc	ODD 5
2018				
Abdoulaye Diallo	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Insécurité et migration de populations dans le Sahel burkinabé : Défis, enjeux et perspectives	ODD 10
Elisa Narminio	Belgique	Université Libre de Bruxelles	Le cercle vicieux de la vulnérabilité pour l'enfant victime de traite : Gouvernance et violence structurelle en Union européenne et en Asie du Sud-Est	ODD 16
Nicolas Hubert	Canada	Université d'Ottawa	Ressources, environnements et conflits : quels risques pour le Sahel ?	ODD 13
2019				
Clémence Pougué Biyong	France	Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Le rôle des biais comportementaux dans l'investissement en santé préventive : étude de cas des travailleuses du sexe en Côte d'Ivoire	ODD 3
Yisso Fidele Bacye	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Les rapports de genre et émancipation économique de la femme : la problématique de la participation de la femme à la gestion du ménage à Ouagadougou	ODD 5
Philippe Bagre	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Altérations hydrologiques et gestion des ressources en eau du bassin du Massili à la Station de Gonsé (Burkina Faso)	ODD 6
Traore Diakalya	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Mutations d'usages des terres et dynamique de la biodiversité dans la commune de Kangala au Burkina Faso	ODD 15
Morgane Rosier	Canada	Université d'Ottawa	Les rapports de genre et émancipation économique de la femme : la problématique de la participation de la femme à la gestion du ménage à Ouagadougou	ODD 17
2020				
<i>Edition en cours</i>				

Annexe n° 6 : Tableau récapitulatif des mémoires soutenus par la Chaire 2017-2019 des jeunes mémorants

2017				
Angèle Tchuisseu Mbornda et Fleur Aimée Natacha Owona Ndougoussa	Côte d'Ivoire	ENSA	Profil contraceptif et évaluation d'impact de l'utilisation des moyens de contraception sur la fécondité en Côte d'Ivoire	ODD 3
Yacouba Kouanda	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Politique sanitaire au Burkina Faso : analyse de l'influence de la gratuité sur l'offre des soins et les relations soignants – soignés dans le district sanitaire de Boulmiougu – DRS du centre	ODD 3
Yawovi Djakpa	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Prévention de la transmission sexuelle VIH au sein des couples sérodifférents à Lomé : analyse des circonstances et entraves	ODD 3
Mathilde Grandgonnet	Canada	Université d'Ottawa	Identité, Pouvoir, et Négociations : les People of Indian Origin en Afrique de l'Est	ODD 10
Rémy Chhem	Canada	Université d'Ottawa	L'écologie politique des corridors de la biodiversité au Cambodge	ODD 15
Sarah De Grootte	Belgique	Université Libre de Bruxelles	Un enfant à tout prix : de la kafala traditionnelle à l'adoption sauvage au Maroc	ODD 5
2018				
Abdoulaye Diallo	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Insécurité et migration de populations dans le Sahel burkinabé : Défis, enjeux et perspectives	ODD 10
Elisa Narrinio	Belgique	Université Libre de Bruxelles	Le cercle vicieux de la vulnérabilité pour l'enfant victime de traite : Gouvernance et violence structurelle en Union européenne et en Asie du Sud-Est	ODD 16
Nicolas Hubert	Canada	Université d'Ottawa	Ressources, environnements et conflits : quels risques pour le Sahel ?	ODD 13
2019				
Clémence Pougué Biyong	France	Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Le rôle des biais comportementaux dans l'investissement en santé préventive : étude de cas des travailleuses du sexe en Côte d'Ivoire	ODD 3
Yisso Fidele Bacye	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Les rapports de genre et émancipation économique de la femme : la problématique de la participation de la femme à la gestion du ménage à Ouzgadougou	ODD 5
Philippe Bagre	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Altérations hydrologiques et gestion des ressources en eau du bassin du Massili à la Station de Gonsé (Burkina Faso)	ODD 6
Traore Diakalya	Burkina Faso	Université Ouaga 1 Pr. Joseph Ki-Zerbo	Mutations d'usages des terres et dynamique de la biodiversité dans la commune de Kangala au Burkina Faso	ODD 15
Morgane Rosier	Canada	Université d'Ottawa	Les rapports de genre et émancipation économique de la femme : la problématique de la participation de la femme à la gestion du ménage à Ouzgadougou	ODD 17
2020				
Edition en cours				

Annexe n° 7 : Graphiques analytiques « Les jeunes, acteurs des défis partagés du développement : une appropriation des Objectifs du Développement Durable depuis 2017 »⁷

Figure 1 : Thématiques des Objectifs du Développement Durable abordées par les lauréats Prix du Master depuis 2017

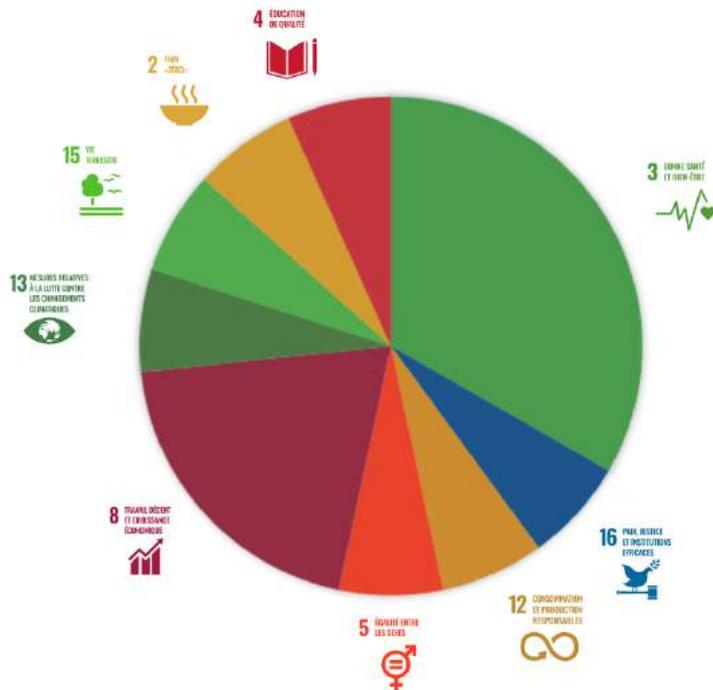
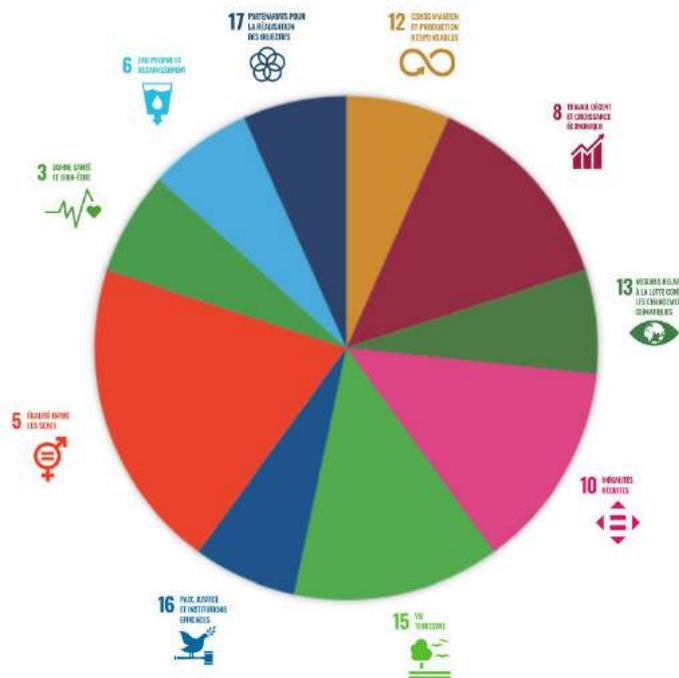


Figure 2 : Thématiques des Objectifs du Développement Durable abordées par les lauréats de la Bourse Jeunes Chercheurs depuis 2017



⁷ Sources : Tableau récapitulatif thèses en cours soutenues par la Chaire 2017-2019 des jeunes doctorants et Tableau récapitulatif des mémoires soutenus par la Chaire 2017-2019 des jeunes mémorants

Annexe n° 8 : Appel à candidature Prix Sud de la Recherche Innovante 2019 – avec l'appui de l'IRD, l'AFD, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères

La Chaire Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir se veut un espace collaboratif scientifique interuniversitaire mettant en réseau des institutions de formation et de recherche, essentiellement francophones, sur les questions de développement. Elle entend appuyer les initiatives collaboratives de production de savoirs innovants sur le développement durable des sociétés mais aussi sur les secteurs professionnels et académiques qui s'y consacrent. Par-là, elle vise à **favoriser l'émergence de laboratoires d'idées** et appuie le rôle de **catalyseur de la coopération universitaire internationale** en mettant tout particulièrement l'accent sur les **jeunes générations de chercheurs** et leur participation au développement socio-économique et politique, qui répondent à la **Priorité Jeunesse de l'UNESCO**.

Dans ce cadre, la Chaire UNESCO Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir, lance la **première édition du Prix Sud de la recherche innovante récompensant le travail d'une équipe de recherche internationale Sud**. Les projets, réalisés en sciences humaines, sciences sociales et/ou sciences économiques, devront constituer une contribution significative pour comprendre les défis de la/des mise(s) en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'appréciation de la dimension innovante de la recherche prendra en compte divers éléments tels l'originalité de la problématique et des terrains ou datas travaillés pour questionner les inégalités de toutes natures, ainsi que la gouvernance, la dimension plurinationale, la parité de l'équipe porteuse Sud, ou encore la préoccupation de l'insertion des jeunes chercheurs. Les candidatures sont libres de souligner et d'argumenter d'autres aspects innovants.

Grace au financement de l'Agence française de développement (AFD), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, le Prix, d'une valeur de 12 500 euros est destiné à encourager et récompenser **une équipe académique Sud** appartenant à une institution figurant sur la liste de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Cette équipe pourra inclure un-e-s et des chercheur-e-s d'une institution membre de la Chaire UNESCO Défis partagés du développement, mais **le projet devra être abrité par une institution non encore membre de la Chaire**.

Le Prix peut ainsi permettre d'assurer :

- un co-financement pour un programme de recherche piloté par une institution Sud,
- la réalisation d'une étude exploratoire préalable assurant la faisabilité de cette recherche,
- un appui à sa phase de valorisation ou un complément au travail déjà réalisé.

Les dossiers de candidature des équipes, à envoyer en **UN SEUL FICHER PDF** à prix@chaireunescochefisdev.org, doivent être constitués des documents suivants :

1. Une présentation de l'équipe et de ses membres (+ CV de 2 pages max.)
2. Synthèse du programme de recherche (10 pages max.) et de son budget
3. Bilan des résultats obtenus ou en cours d'obtention
4. Lettre de portage de l'institution à l'attention du jury

La date limite de candidature est fixée au 17 mai 2019.

Le Conseil scientifique international de la chaire désignera l'équipe lauréate pour le 2 juillet 2019. Celui-ci est constitué de membres du Conseil scientifique international et du Comité de pilotage de la Chaire, à savoir :

- Maryvonne Curtis, anthropologue, chercheure, UGLC de Sonfonia – Conakry, Guinée
- Marie-Eve Desrosiers, politologue, professeure agrégée, Université d'Ottawa - ÉDIM, Canada
- Moustapha Diop, juriste anthropologue, doyen de la Faculté des Sciences Sociales, directeur du Master « Acteurs sociaux et développement local » (MASDEL) de l'UGLC de Sonfonia-Conakry, Guinée
- Hélène Djoufelkit, économiste, directrice adjointe du département Diagnostic Économique et Politiques Publiques, Agence Française du Développement
- Raïmi Fassassi, enseignant-chercheur en économie, ENSEA, Côte d'Ivoire
- Gaëlle Gillot, maître de conférences en géographie, IEDES – Université Paris 1, UMR D&S, France
- Pierre Janin, géographe, IEDES – Université Paris 1, UMR D&S, chargé de Recherches Institut de Recherche pour le Développement
- Jean-François Kobiané, maître de conférences en démographie à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population, Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso
- Anne Le Naëlou, maître de conférences en sociologie, IEDES – Université Paris 1, UMR D&S, France
- Léa Maffert, chargée de l'aide multilatérale, sous-direction du développement, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères
- Firouzeh Nahavandi, professeur en sociologie, Université Libre de Bruxelles, CECID, Belgique
- Landry Niava, enseignant-chercheur en sociologie, Université Lorougnon Guédé de Daloa, Côte d'Ivoire
- Marc Poncelet, professeur en sociologie, Institut des Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège, Belgique
- Madeleine Wayack-Pambè, maître-assistante en démographie, Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso
- Sanni Yaya, directeur de l'EDIM, professeur agrégé d'économie et de santé internationale, Université d'Ottawa - ÉDIM, Canada

Annexe n°9 : Prix Sud de la Recherche Innovante – Résumé du projet du programme de recherche « Adapter et renforcer l'orientation scolaire et professionnelle pour promouvoir le travail décent dans deux pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso et le Togo »

Porteurs du projet r4d en Afrique : Dr Pari Pabousoum, Université de Lomé, Togo; Dr Issa Abdou Moumoula, Université Norbert Zongo de Koudougou, Burkina Faso et Dr Abdoulaye Ouédraogo, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

Référence : IZO8ZO_177295

Financement : Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique (FNS), Chaire UNESCO « Défis partagés du développement: savoir, comprendre, agir »

Durée : 48 mois (octobre 2018 à septembre 2022)

Domaine de recherche: Sciences sociales > **Disciplines:** Psychologie appliquée, Pédagogie et Sciences de l'éducation

Résumé : Un travail décent est essentiel au développement de la vie et au bien-être de chacun. C'est ce que la Conférence internationale du Travail a défini en 1999 et le travail décent est devenu un objectif explicite du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Dans le domaine de la psychologie professionnelle, la psychologie de la théorie du travail (Duffy et al., 2016) postule que des facteurs contextuels et individuels ont un impact sur les parcours professionnels individuels et donc sur la capacité des personnes à accéder à un travail décent. Cette théorie suggère également qu'une orientation scolaire et professionnelle appropriée peut favoriser l'accès à un travail décent et préserver le bien-être. Alors que les agences pour l'emploi et les services de conseil professionnel dans la plupart des pays développés aident les particuliers à faire face aux problèmes de carrière et de chômage, cela n'a pas été le cas dans les pays à faible revenu tels que le Burkina Faso et le Togo, caractérisés par une population très jeune et une grande population évoluant dans le secteur de l'économie informelle. En outre, pour soutenir le développement économique de ces pays, il conviendrait de développer la formation à l'entrepreneuriat (Liñán et Chen, 2009), en plus de l'orientation professionnelle. Cela peut être utile à la fois pour les jeunes adultes qui se préparent à une transition de l'école au travail et pour les adultes qui gèrent des transitions de carrière. L'objectif de ce projet à mener au Burkina Faso et au Togo est de (1) décrire les systèmes éducatifs et d'évaluer comment ils prennent en compte les besoins des utilisateurs, de l'économie et du marché du travail; (2) décrire les ressources existantes en matière d'orientation scolaire et professionnelle et évaluer leur adéquation aux besoins de la population; (3) combiner la psychologie de la théorie du travail et le modèle d'intentions entrepreneuriales et les adapter au contexte de l'Afrique de l'Ouest; (4) développer une orientation scolaire adaptée, des interventions d'orientation scolaire et professionnelle et une formation à l'entrepreneuriat; et (5) sensibiliser les décideurs politiques à l'importance de l'orientation scolaire et professionnelle et de la formation à l'entrepreneuriat, afin de promouvoir l'accès à un travail décent, et de rendre ces interventions accessibles à tous, y compris ceux qui suivent ou non un enseignement et travaillant dans l'économie formelle ou non.

Mots clés : Orientation scolaire et professionnelle Entrepreneuriat Travail décent Psychologie professionnelle

Avec les soutiens financiers :



et institutionnels :



Campus du Jardin d'agronomie tropical de Paris
45bis av de la Belle Gabrielle
75012 Paris

contact@chaireunescodefisdev.org

<https://chaireunescodefisdev.org/>